

Rédaction - Administration :
2, rue Richard Lenoir,
93 100 Montreuil

Tél : 808 00 80 à 84
Télex : PRENO A 211 628 F

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).
Directeur de la publication :
Alain Bobbio.
Numéro de la commission
paritaire : 46 722
Imprimé par Rotographie.

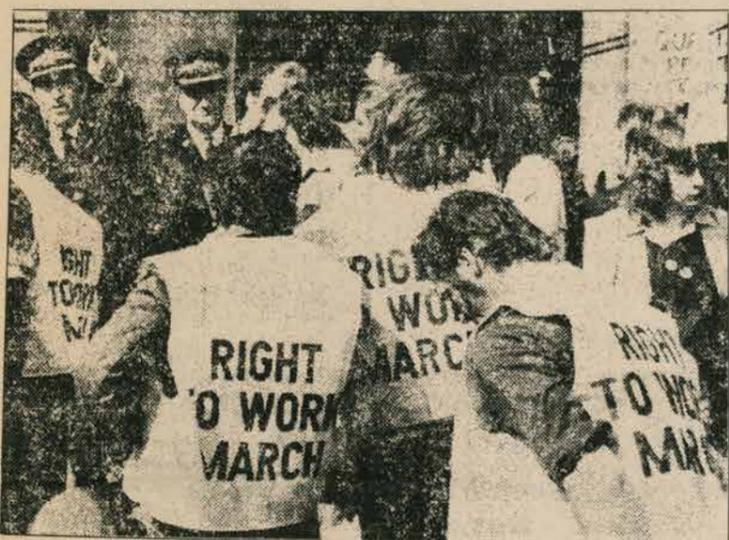
rouge

Jeudi 9
septembre 1976

Belgique 15 FB Suède : 2,25 KR
Portugal : 15 ESC Italie : 300 L
Grèce : 20 DR Suisse : 1 FS

A la porte du congrès
des syndicats britanniques

3000 MANIFESTANTS POUR LES 35 HEURES



lire page 3

Le 1er ministre portugais Soares
applique son programme

SERRER LES RANGS ET LA CEINTURE

C'est hier soir que Mario Soares annonçait les mesures de rentrée mises au point par son gouvernement « socialiste et homogène ». Celles-ci tenteront sans doute de répondre aux préoccupations de la mission d'experts américains du MIT (1) qui lui ont remis un rapport « très pessimiste » sur la situation économique du pays. Les décisions gouvernementales se situeront évidemment dans la droite ligne du programme de gouvernement du PS où l'on pouvait lire « page 161 », au chapitre « contrôle de l'inflation et politique des prix » : « l'indispensable rentabilité des entreprises sera sauvegardée en définissant des taux de profit minimum que les prix devront garantir ». Il faudra néanmoins que Mario Soares enrobe cette défense sans vergogne du capitalisme dans quelques déclarations sur « le socialisme et la liberté ».

Sa position n'est pas en effet des plus confortables. Jouissant de la méfiance des patrons sans pouvoir se réclamer de la confiance des travailleurs, s'il abondait trop dans le sens des premiers il se mettrait rapidement les seconds à dos. Difficile démarche d'équilibriste sans beaucoup de chance de succès, qui fait avancer Mario Soares à tout petits pas vers les prochaines élections municipales de décembre, premier grand test politique pour les dirigeants du PS depuis la constitution de leur gouvernement minoritaire.

La bourgeoisie commence pourtant à s'impatienter. Elle attend de Mario Soares et de ses ministres un train de mesures d'austérité qui constitue une attaque en règle des conquêtes ouvrières et populaires. Ainsi le président Eanes faisait savoir à Porto, le 3 septembre, qu'il n'acceptait pas une paralysie du

pays dans l'attente des élections » ; il ajoutait, pour mieux se faire comprendre encore, « que la démocratie se gagnerait ou se perdrait sur le terrain de l'économie ». Ce terrain là n'est pas en très bon état. Quelques données fournies ces jours-ci par la Banque du Portugal en donnent une idée : le déficit de la balance commerciale pour le premier semestre 1976 a atteint 450 millions de Francs environ ; le tiers des réserves d'or est gagé alors que le prix des lingots baisse ; 60 % des biens alimentaires du pays sont importés tandis que 30 % de la population travaille dans l'agriculture ; les estimations du chômage dénombrent au moins 400 000 personnes en quête d'emploi, soit plus de 10 % de la population active, auxquelles il faut ajouter la majeure partie des Portugais ayant quitté les ex-colonies africaines.

lire la suite page 2

LE GOUVERNEMENT PRET A NEGOCIER...

LA BAISSSE DU POUVOIR D'ACHAT

- Selon le journal « Les Echos », le gel des salaires durerait au moins six mois.
- Le dispositif aboutirait à une baisse de 3 % du pouvoir d'achat en 3 mois

Le journal *Les Echos* a fait état, hier matin, des orientations que suivait le Premier ministre pour élaborer son plan d'austérité. L'arme essentielle du programme consisterait dans un blocage des salaires, joliment camouflé sous le titre : « pause dans l'évolution du pouvoir d'achat ».

Quel serait le dispositif utilisé ?

Les bas salaires seraient à priori bloqués pendant trois mois. A la fin du trimestre, « on » constaterait la hausse des prix et « on » les réajusterait en conséquence. L'opération devrait durer au moins six mois.

Or, un tel mécanisme lèse doublement les travailleurs.

En effet, le « rattrapage » du

pouvoir d'achat ne se ferait qu'après trois mois, laissant la dégragation se prolonger au fil des hausses quotidiennes. Et comme l'inflation croît au rythme de près de 1 % par mois, on aura perdu 2 % de pouvoir d'achat avant de « rattraper » l'augmentation des prix.

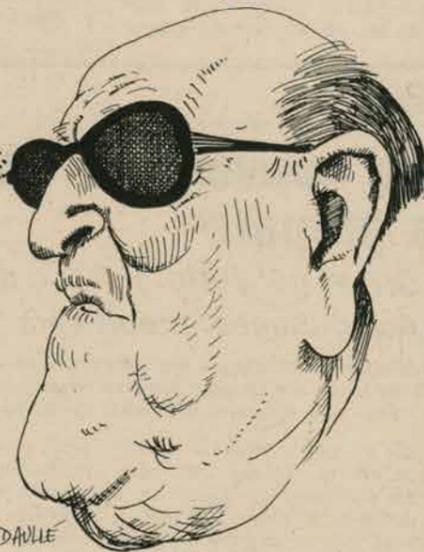
lire la suite page 6

De Vathaire, de retour de grève,
arrêté hier à Orly,
sans les 800 millions et sans le dossier.

EXCLUSIF:

DASSAULT DÉCLARE:

IL N'Y A PAS
DE LOCKHEED
DANS LE
DE VATHAIRE



lire page 4

Après l'explosion du Boeing

19 MANIFESTANTS CORSES TRANSFERES A MARSEILLE

Dix neuf personnes qui avaient été interpellés mardi à la suite des événements sur l'autoroute d'Ajaccio ont été transférées à Marseille, à 17 H 50 par avion militaire « Transall ».

Ces dix-neuf personnes, parmi lesquelles figurent notamment

MM. Dominique Alfonsi, 40 ans, président du Parti du Peuple Corse pour l'Autonomie (PPCA) et Toussaint Armani, 43 ans, vice-président de « Strada Corsa », ont été transférées dans les locaux de la police judiciaire, à Marseille, où elles ont été placées en position de garde à vue.

A nos
lecteurs

SERIE NOIRE

(2ème épisode)



« Non, Rouge n'est pas arrivé, ça va finir par leur causer du tort Ils se moquent du monde à Paris, ils pourraient au moins s'arranger pour boucler à temps ». « Ça fait deux fois en une semaine ! »

Un dialogue qui est notre cauchemar, et qui a sans doute eu lieu hier matin aux quatre coins de France. Rouge n'est pas arrivé. C'est l'imprimerie qui a été le lieu du malheur. Bourrage de papier sur la plieuse de la rotative, longue réparation, puis cassage de papier, une heure, deux heures passent, le journal recommence à tourner, mais les avions et les trains sont partis, vides.

Consternés par cette série noire, nous faisons aujourd'hui une édition spéciale avec quatre pages supplémentaires pour tous ceux qui n'ont pas reçu Rouge hier, c'est-à-dire toute la France sauf Paris, pas moins.

Ces quatre pages sont celles qui traitaient de la rentrée syndicale, des finances de Rouge et en prime du dernier film de Stanley Kubrick. Confus, nous jurons, mais un peu tard, qu'on ne nous y reprendra plus. Touchons du bois.

PORTUGAL

Soares présente son programme

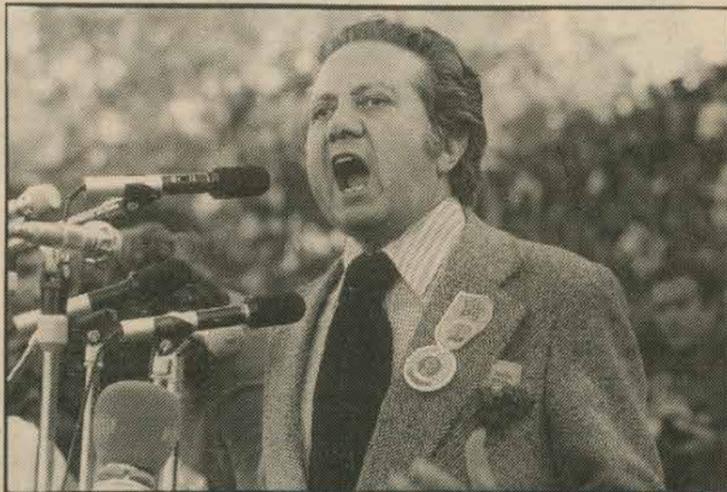
Serrer les rangs et la ceinture

Suite de la page 1
De plus les capitalistes européens et américains ont d'autres chats à fouetter que de se consacrer en priorité au Portugal, en dehors de quelques aumônes de circonstance. Hans-Dietrich Genscher, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, le faisait poliment comprendre à son homologue portugais, Medeiros Fereira, venu quémander à Bonn l'intégration rapide du Portugal dans la Communauté économique européenne : « il faudra du temps et nous ne sentent bien que c'est une offensive d'envergure qui se prépare contre les travailleurs, dans laquelle les ministres socialistes joueront le rôle d'éclaireurs pour une droite de plus en plus impatiente de remonter, en première ligne, contre le PS s'il le faut. Face à la menace de retour en force des patrons, des gros propriétaires fonciers et de leurs commis politiques les travailleurs ont naturellement tendance à serrer les rangs pour ne pas se serrer la ceinture. C'est ce fort sentiment unitaire qui empêche sans doute que les manœuvres des directions du PS et du PCP, par syndicats interposés, ne débouchent pas à moyens termes

sur une scission du mouvement syndical. A la veille du congrès syndical qui est prévu pour la fin de l'année, le conflit entre le secrétariat actuel de l'intersyndicale, dirigé par le PCP, et les directions des syndicats d'obédience socialiste vient de rebondir. L'intersyndicale à l'issue d'une réunion de 167 représentants de ses syndicats, rejette l'exigence formulée par les syndicats de tendance PS dans leur « lettre ouverte » de l'organisation du congrès par une commission strictement paritaire.

En outre la direction PCP de l'intersyndicale refuse de donner à ce congrès le statut de fondateur de la centrale unique, en arguant que celle-ci existe déjà puisque l'intersyndicale est reconnue par la loi d'unicité promulguée par le 4^e gouvernement provisoire de Vasco Gonçalves. Les syndicalistes socialistes rétorquent avec raison que l'unité syndicale ne saurait être établie par une loi, mais imposée par toutes les opinions du mouvement syndical, ce qui fut loin d'être le cas lors du premier congrès de l'intersyndicale, convoqué à la hâte en juillet 1975 sous l'aile protectrice d'un Vasco, apôtre de « l'alliance peuple-MFA ».

Cette guérilla que se livrent le secrétariat de l'intersyndicale et les directions des syndicats de la « lettre ouverte » est avant tout destinée à garantir d'avance la composition de la direction nationale qui sortira du prochain congrès syndical. En témoigne la disparition de toutes discussions sur le droit de tendance dans la future centrale unique, pourtant mis traditionnellement en avant par les syndicalistes du PS face au fonctionnement anti-démocratique actuel de l'intersyndicale : et surtout l'absence totale de discussions sur ce qui devrait constituer le point central des débats de ce congrès :



un plan de lutte des travailleurs pour défendre leurs conquêtes et leurs organisations de classe (syndicats et commissions de travailleurs) et présenter une solution ouvrière à la crise dans laquelle le capitalisme portugais se débat depuis deux ans. Mais ces données pourraient être modifiées rapidement si, comme c'est prévisible, d'importantes grèves éclatent dans le pays cet automne. Cela constituerait alors un problème de taille pour l'ordonnement des congrès du PS et du PCP qui se tiendront fin octobre et début novembre, avant le congrès syndical.

Charles Michaloux

CHINE

Li Chien observe le Gros Ours

Li Chien, attaché militaire de l'ambassade chinoise en RFA participe comme observateur aux manœuvres de l'OTAN « gros ours » qui ont débuté mardi dans le Nord Est de la RFA.

Les pays du pacte de Varsovie, invités en application des accords d'Helsinki, avaient décliné cette invitation.

La participation d'un représentant officiel chinois aux manœuvres de l'OTAN, fer de lance de l'impérialisme en Europe, s'inscrit logiquement dans la ligne des positions chinoises selon laquelle la menace principale du « social impérialisme » se trouve en Europe.

Le « Quotidien du peuple » expliquait en août que l'opinion publique en RFA exigeait « Un accroissement de l'effort de défense, une plus grande unité de l'Europe Occidentale, comportant une défense intégrée », face à la menace soviétique croissante.

De même, la Chine avait pris la défense du général Méry quand celui-ci affirmait que la France restait une loyale et fidèle alliée de l'OTAN.

Cette participation, comme observateur aux manœuvres de l'OTAN illustre le soutien croissant de la Chine au renforcement militaire de l'impérialisme en Europe, ainsi que le soutien à l'alliance des pays capitalistes d'Europe avec les Etats-Unis au sein de l'alliance atlantique.

F.C

Services

« La semaine de solidarité des universitaires européens avec les universitaires espagnols », interdite en août par le gouvernement Suarez à Santander, est interdite en septembre par le gouvernement Soares à Lisbonne. Pour remercier le premier ministre portugais de cette gentillesse, le premier ministre espagnol a expulsé d'Espagne l'ex-commandant Alpoim Calvao, chef militaire du Mouvement Démocratique pour la Libération du Portugal (MDLP) fondé par le général Spínola après sa fuite du 11 mars 1975. Il est vrai que depuis le boucher de la Guinée a réintégré ses pénates de Lisbonne, avec son monoclé, et que son expert en terrorisme ne pouvait que gêner les relations de bon voisinage que s'efforcent d'instaurer Soares et Suarez.

L'expulsion d'Alpoim Calvao n'empêche pas que le terrorisme prospère au Portugal. Le 3 septembre une bombe éclatait au quartier général de la région militaire du Nord en même temps qu'une autre explosait devant le siège du PS de Porto, blessant grièvement une militante. Le même jour, Fernando Gouveia, numéro 3 de la PIDE, tortionnaire bien connu des prisonniers de la sanglante police politique du régime salazariste, sortait de prison avec une pensée fraternelle pour ses collègues qui y restaient. Pas pour longtemps sans doute et pas beaucoup : Dix sur les 1500 arrêtés le 25 avril 1974 ! Les talents et l'expérience de Gouveia et de ses « experts » vont pouvoir être mis à contribution sous peu.

A moins que les petits services que se rendent mutuellement Soares et Suarez, qui semblent avoir en commun bien plus que leurs noms, ne poussent les travailleurs de la péninsule, des deux côtés de la frontière, à leur demander des comptes. Contos, en espagnol et en portugais, ça se dit pareil.

C.M.

LIBAN

Une nouvelle offensive réactionnaire se prépare

- Grève générale à l'Est du pays contre l'occupation syrienne
- Accrochages meurtriers dans la zone tampon du musée.

La tension politique s'est brusquement accrue ces trois derniers jours au Liban. Ce ne sont plus les négociations qui sont à l'ordre du jour, mais une nouvelle offensive syrienne de grande envergure.

Paix ou guerre, tout se décide aujourd'hui à Damas. Les pélerinages politiques se succèdent à une cadence frénétique. Hier, c'était Camille Chamoun, ministre de l'intérieur et leader du Parti National Libéral (chrétien d'extrême-droite) qui avait fait le voyage. Aucun doute n'est laissé quant aux raisons de ce déplacement : la préparation de la nouvelle offensive militaire syrienne contre la Résistance palestinienne et la gauche libanaise.

Mettre sous tutelle la résistance

Cette nouvelle offensive visera à accroître la pression sur les forces palestino-progressistes. Le but : obliger ces forces à accepter une solution politique de la crise libanaise, solution réactionnaire imposée par le régime syrien et l'impérialisme américain qui, si elle est appliquée, signifie la mise sous-tutelle de la résistance palestinienne et la répression de la gauche et de tout

mouvement populaire anti-réactionnaire.

Déjà sur le terrain militaire, un plan consistant à évacuer les forces militaires arabes postées dans la zone tampon du musée qui sépare les régions est et ouest de Beyrouth, commence à être appliqué. Chamoun a déclaré avant de s'en voler pour Damas que la présence des forces arabes était inutile au Liban ; les combattants phalangistes, après avoir bombardé les positions des casques verts, ont bombardé les positions du groupe nassérien les Mourabitoun, à quelques dizaines de mètres du musée. Des accrochages meurtriers ont eu lieu. Il semblerait qu'une attaque militaire importante pourrait avoir lieu contre la région ouest de Beyrouth.

Cinq villages occupés par Israël

La situation est aggravée par

l'occupation de cinq villages frontaliers au sud du Liban, par les troupes israéliennes. Quatre autres villages pourraient être incessamment occupés. Le but des manœuvres politiques et militaires israéliennes vise en premier lieu à empêcher tout retour des fedayins au sud du pays.

Dans la ville de Baalbek, occupée par les troupes syriennes, la radio progressiste a fait état d'une grève générale qui aurait eu lieu avant hier pour protester contre l'occupation syrienne. Les forces progressistes ont accusé les forces d'occupation d'avoir opéré des perquisitions ainsi que de nombreuses arrestations parmi les habitants.

Les intentions des différentes forces réactionnaires ne font aucun doute. Elles sont prêtes à pousser leur offensive militaire jusqu'à la réalisation de leur plan. Le grand point d'interrogation concerne les capacités de résistance des forces palestino-progressistes. Pourront-elles faire face à la nouvelle offensive ? Pourront-elles encore gagner du temps ?

S.A.

aux quatre coins du monde

ESPAGNE

Les entretiens des commissions ouvrières avec le ministre des relations syndicales

L'entretien, mardi soir, de cinq délégués des commissions ouvrières avec Enrique De La Mata, ministre des relations syndicales, « n'a consisté qu'en un échange de vues, et rien n'a été négocié » a déclaré Nicolas Sartorius, un des dirigeants des commissions.

Il a précisé que cette rencontre était toutefois positive dans la mesure où elle impliquait « la reconnaissance implicite par le gouvernement de la force syndicale de l'opposition ».

Le gouverneur de Barcelone confirme l'interdiction de la réunion de l'opposition catalane.

Les organisateurs du sommet de l'opposition catalane ont annoncé que la réunion de l'opposition se tiendrait comme prévu en dépit de l'interdiction du gouvernement civil de Barcelone. Ils ont souligné la « gravité » de la décision du gouverneur et exprime l'espoir que « le peuple entier sera présent ».

Néanmoins, après une réunion entre l'opposition et le gouverneur, ce dernier a maintenu l'interdiction.

Programme de la « Plate-forme socialiste basque »

La « Plate-forme socialiste basque » a présenté mercredi à Pampelune son programme politique réclamant notamment l'amnistie totale, la dissolution des forces de répression et l'instauration des libertés démocratiques.

La « Plate-forme » regroupe le Parti socialiste basque, l'ETA, les commissions des ouvriers révolutionnaires, les commissions ouvrières révolutionnaires et le comité ouvrier patriotique. Elle demande également la reconnaissance de la souveraineté nationale du pays basque et l'établissement à titre provisoire d'un régime autonome pour le pays basque espagnol.

A.F.P

Fin du congrès du Front polissario

Le Front Polisario a dressé mardi à Alger un bilan de son 3^e congrès qui s'est tenu du 26 au 30 août dernier.

Le congrès a élu le nouveau secrétaire général, M. Mohamed Abdelaziz, et adopté la constitution de la République Arabe Sahraouie Démocratique ainsi qu'un programme national d'action et une manifeste politique. Il a nommé un Conseil de commandement de la révolution qui devient l'organe suprême du Front qui se compose notamment de MM. Abdelaziz, Ali Baiba, Adni et Oud Mostefa.

ARGENTINE

UN NOUVEAU « PINOCHETAZO » ?

Nous continuons aujourd'hui la publication des articles rédigés par nos camarades du Parti Socialiste des Travailleurs (organisation sympathisante de la IV^e Internationale en Argentine) sur la situation politique en Argentine et la défense des prisonniers politiques.

Un nouveau « Pinochetazo » en Argentine ? La question est polémique et rend nécessaire de définir le caractère du coup d'Etat. Une telle définition permet de mesurer la marge de manœuvre des partis dans la vie politique et d'envisager les conditions de relance du mouvement ouvrier. Comme on le voit il ne s'agit pas là d'une question superflue.

Le coup d'Etat fut le produit de l'incapacité d'Isabel Peron de contenir la montée ouvrière qui portait des coups sérieux à la politique économique et exigeait toujours plus le respect des libertés démocratiques violées par la réaction péroniste. Si Isabel tenta avec les Radicaux de donner une sissue parlementaire à la crise (c'est le sens de l'annonce d'abord en octobre puis en décembre cette année) « les militaires préférèrent quant à eux une solution de force face à l'incapacité des Péronistes et des Radicaux d'apporter une solution à la crise.

Le coup d'état avait un contenu anti-ouvrier et réactionnaire clair. Il ressemble en cela au « gorilato » de 1955-58, à la différence que cette fois-ci il dut faire face à un péronisme antérieurement mis en crise par les luttes ouvrières. De plus le coup d'état de mars, bien que jouissant d'un appui bourgeois celui-ci semble plus contradictoire comme le montre actuellement les querelles avec Lanusse, ne dispose pas, comme en 55 d'une classe moyenne qui haïssait profondément le mouvement ouvrier ; il y a aujourd'hui une attitude d'expectative, oscillant entre l'espoir et la méfiance, de la part de la petite-bourgeoisie.

Un coup d'Etat clairement anti-ouvrier

Il s'agissait de bannir toutes les libertés politiques et les conquêtes syndicales déjà maltraitées, et de faire échec parallèlement à la mobilisation des masses. Malgré la confusion, le mouvement ouvrier tenta de résister, mais il le fit de façon dispersée et désorganisée.

La junte emprisonna les principaux militants ouvriers ; l'usage de la torture se développa ; la junte imposa son contrôle la majorité des syndicats et les commissions paritaires qui avaient été convoquées pour avril par Isabel pour discuter des conditions de travail furent destituées ; les salaires furent bloqués et le droit de grève supprimé, les activités des associations suspendues. **La mobilisation et les conquêtes de la classe ouvrière furent frappées ; elle fut plongée dans la confusion. Mais elle ne fut pas écrasée et ses organisations ne furent pas complètement détruites.** Il serait totalement unilatéral de nier qu'elle ait maintenu une résistance sourde qui s'est exprimée y compris dans des grèves, comme la grève victorieuse de Général Motors en avril dernier. Il n'y a pas eu instauration d'une situation globalement contre-révolutionnaire comme celle du Chili, qui représente une défaite historique de la classe ouvrière. On ne peut jusqu'ici faire une telle caractérisation du processus argentin depuis ces 5 premiers mois de dictatures.

Les militaires ont, de plus, fermé le Parlement, imposé la censure de la presse et suspendu et mis hors la loi les partis politiques. L'attitude face à ces derniers fut différenciée.

Les décrets les interdisant établissent les catégories suivantes : la première c'est la guérilla contre laquelle agissent les tribunaux militaires et qui sont passibles de la peine de mort. La seconde « interdit toutes leurs activités » ; elle frappe notre parti, le PST, Política Obrera, le Parti Communiste Révolutionnaire (maoïste) et d'autres organisations d'extrême-gauche. Une dernière catégorie touche les autres partis patronaux et également les partis patronaux et également le Parti Communiste dont les activités sont seulement « suspendues ». Un décret spécial a été pris contre les 62 organisations qui forment la branche corporative du péronisme : elle est considérée comme un cas particulier d'organisation politique pour qui l'interdiction doit être « drastique ».

Un Golpe pro-impérialiste

Le coup d'Etat fut également pro-impérialiste. Pour l'impérialisme, la crise argentine était préoccupante. S'il avait dû reconnaître le péronisme comme garant de l'ordre capitaliste et de ses propres intérêts il était tout prêt à reconnaître la nécessité du coup d'Etat. Celui-ci apportait des garanties politiques et également des garanties économiques en faveur de ses monopoles. Quand les organismes financiers internationaux de l'impérialisme refusèrent de continuer à financer l'économie malade d'Argentine, le choix politique des américains devint clair : encourager

les prétentions golpistes de la réaction militaire et patronale.

Les premières mesures économiques de la junte montrèrent sa disposition à favoriser les monopoles yankees. Elle dénationalisa d'importants secteurs de l'économie, imposé son contrôle sur l'association des moyens industriels, révisé, en les favorisant, les conditions d'investissement du capital étranger ; elle a passé un accord pour la fourniture du pétrole avec les compagnies nord-américaines, frappant ainsi la politique économique semi-autarcique du péronisme. L'impérialisme ne pouvait être plus satisfait de ces garanties qui donnent une assurance politique à ces intérêts dans le cône sud. Rien ne permet d'en douter : *derrière le coup d'état, on trouve aussi l'impérialisme yankee.*

Nous avons affirmé qu'en Argentine ne s'est pas instaurée une situation globalement contre-révolutionnaire comme au Chili. Nous l'avons fait en réponse à la question posée initialement. *Nous avons confiance dans la relance de la mobilisation de la classe ouvrière, bien que personne ne puisse nier que la sombre nuit de la terreur ne s'installe pendant une bonne période en Argentine.*

Julio Mendoza représentant du Parti Socialiste des Travailleurs à l'extérieur
Note : Après avoir rédigé cet article, nous avons lu dans *Rouge* de mercredi, l'information sur la grève de la Général Motors de Buenos Aires, ce qui est significatif de ce que nous affirmons.

Des dizaines de militants et de militantes du PST emprisonnés

Des dizaines de militants et de militantes du Parti Socialiste des Travailleurs, actifs dans leurs usines, leurs syndicats, leurs écoles, ont été arrêtés. Beaucoup ont été arrêtés avant le coup d'état et demeurent en prison ; nous donnons quelques noms ci-dessous. La majorité a été arrêtée au lendemain du 24 mars : nous en donnerons une liste demain.

LUISA SEGURA, arrêtée le 6 novembre 1974. *Issue d'une famille d'ouvriers de l'industrie sucrière elle eut la chance de pouvoir commencer ses études de médecine. C'est en tant que membre de la Juventud Socialista (organisation de jeunesse du PST) qu'elle fut arrêtée dans sa faculté.*

ISABEL MERCEDES MORILLAS, arrêtée le 26 novembre 1975. *Ouvrière de la métallurgie à la Faresa de San Justo*

(Buenos-Aires). Arrêtée avec plusieurs camarades alors qu'elle participait à une réunion de son syndicat contre le plan économique de Mondelli.

JOSE MARIA FERNANDEZ, arrêté le 20 mars 1975. *Ouvrier metallo, père de trois enfants, militant syndicaliste à l'usine Callegari de Zarate (province de Buenos-Aires)*

JUAN LLANOS, arrêté en novembre 1974. *Avocat, connu comme défenseur des prisonniers politiques.*

JUAN CARLOS LOPEZ OSORNIO, arrêté le 22 mars 1975 et torturé. *Ouvrier mécanicien, arrêté pour ses activités de soutien à la grève des ouvriers de Ingenio Ledesma.*

ROSENDO LOPEZ, arrêté le 7 juillet 1975. *Ouvrier du métro de Buenos-Aires. Arrêté au cours d'une manifestation de son syndicat, l'Union Tranviarios Automotor.*

AFFRONTLEMENTS POLICE-METIS AU CAP : 4 MORTS

Réunis à Dar Es Salaam, les chefs d'Etat Africains n'ont semblé n'avoir pas encore débattu des propositions de M^r Kissinger. En revanche ils se sont prononcés pour une « intensification » de la lutte armée en Rhodésie.

Pendant ce temps en Afrique du Sud, à la veille d'une rencontre Smith-Vorster les affrontements continuent de se dérouler au Cap. A

la suite d'émeutes au sein de la communauté métisse 4 hommes ont été tués par balle au cours des dernières 48 heures par la police anti-émeutes. Les manifestations continuent de se dérouler dans plusieurs quartiers du Cap, notamment dans la cité métisse de Ravensmead et dans le faubourg blanc de Tiervlei, mais également en plein cœur de la ville.

GRANDE-BRETAGNE

Après une marche contre le chômage 3 000 manifestants assiègent le congrès syndical

Le congrès de la confédération des syndicats britanniques (Trade Union Congress-TUC) (1) qui se tient depuis lundi à Brighton, se déroule dans la mauvaise humeur. La mauvaise humeur des travailleurs contre la politique du chômage et de blocage des salaires du gouvernement travailliste, totalement appuyée par la direction syndicale.

Les 38 000 travailleurs de la marine marchande britannique viennent de voter une grève générale à partir de samedi. Ils demandent une augmentation de salaire immédiate de 6 livres (50F) par semaine alors que le « contrat social » signé entre les syndicats et le gouvernement interdit toute augmentation de salaire jusqu'à janvier 1977, puis un plafond allant de 2,5 à 4 livres après. Malgré les rappels à l'ordre de Len Murray, secrétaire général du TUC, les marins s'attaquent donc au contrat social.

Mauvaise humeur également chez les travailleurs de British Leyland (automobile) : malgré la condamnation de leurs shop stewards (délégués), les ouvriers de l'usine de Lond Bridge ont lancé une grève sauvage qui paralyse toute la production. Ils exigent le paiement des heures de grève effectuées la semaine passée. Les travailleurs de la santé et de la sécurité sociale ont décidé, quant à eux, de faire le boycott des heures supplémentaires afin de protester contre les réductions des dépenses publiques imposées par le budget de Healey.

Mais les travailleurs ont tenu à venir jusqu'à Brighton manifester leur colère à la porte du congrès syndical. Les femmes de Trico-Folberth en grève depuis des semaines

pour exiger l'application de la loi « à travail égal, salaire égal » votée par le Parlement ont envoyé des délégués défendre leur point de vue devant le congrès syndical. Un délégué homme de cette usine présent au congrès s'est levé pour accuser les 350 femmes de cette usine manipulées par l'extrême-gauche.

Enfin la marche contre le chômage (Right to Work march) animée par des syndicalistes et soutenue par les organisations révolutionnaires (International Socialists et l'International Marxist Group) est arrivée mercredi à Brighton. Plus de trois mille travailleurs sont arrivés de Londres pour porter leurs revendications devant le congrès syndical : rupture du contrat social et semaine de 35 heures.

« Ce ne sont pas les vifoux trotskystes qui redonneront du travail aux gens » se sont-ils entendu dire par le secrétaire général du TUC. « Il y a un million cinq cent mille raisons de refuser le contrat social » scandaient les manifestants, tirant ainsi le bilan politique du TUC : un million et demi de chômeurs, le blocage de salaires (avec une inflation de plus de 20%)

Le congrès du TUC s'est néanmoins contenté de renouveler son appui à la politique des revenus et sa collaboration avec le gouvernement travailliste.

Anna Libera
(1) Le Trade Union Congress Confédération syndicale à laquelle adhèrent 110 syndicats regroupant 11 millions de membres (dont 3 millions de femmes). Les syndicats adhèrent en bloc au Parti Travailliste.

L'Irish Times révèle Les britanniques continuent à utiliser des techniques de torture

Le ministre de la Défense anglais William Rogers vient de confirmer à Londres qu'un certain nombre de membres de l'armée britannique continue d'être entraînés dans le cadre des techniques « d'interrogatoire en profondeur » dénoncées par la Cour Internationale de Justice des Droits de l'Homme de Strasbourg. Amnesty International, pour sa part, considère que 250 officiers et sous-officiers sont entraînés annuellement à partir des techniques élaborées en Irlande du Nord.

Par ailleurs, non seulement ces soldats britanniques reçoivent un enseignement théorique sur les techniques de déprivation sensorielle mais un certain nombre de volontaires sont soumis à ces techniques. Ils sont généralement triés sur le volet, en provenance d'unité de choc, tel Paratroopers Régiments et Spécial Airborne Services (SAS), unités spéciales anti-guérilla.

On leur fait signer un formulaire (voir ci contre) : « Je déclare que je suis volontaire dans le cadre d'un entraînement pratique d'un exercice d'interrogatoire... et que je réalise que je serais soumis à une simulation au type de traitement que je pourrais recevoir des mains d'un ennemi sans scrupules en tant que prisonnier de guerre ; cela comporte, aveuglement par cogoule, station debout de longue durée, l'utilisation d'instruments sonores,

régime alimentaire réduit et privation de sommeil ». Autrement dit toutes les techniques dénoncées à Strasbourg, la semaine passée qui avaient été utilisées contre les internés irlandais à partir d'août 1971, en violation de l'article 3 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

Un ex-membre des SAS qui avait été soumis à ce traitement a révélé au journal d'Irish Times, que lors de ces exercices à Brecon Bacon au pays de Galles, la plupart de ses compagnons « craquaient » et que certains « sont irrécupérables pour l'armée aujourd'hui ». Il faut préciser qu'en remplissant les formulaires, les « volontaires » avaient l'impression qu'il s'agissait de simulation, et qu'« à tout moment vous avez le choix qu'on suspende l'exercice » ; en pratique ces soldats ont été soumis à un traitement tout ce qu'il y a de plus réaliste, très peu d'entre eux ont pu faire arrêter les « exercices » à leur demande...

« Même si tu crèves, on pourra mettre ça au compte des accidents de la circulation » s'est entendu dire un des cobayes. Les volontaires signent en plus une déclaration promettant de ne pas révéler l'existence de ce « type d'entraînement ».

Ces exercices sont à présent organisés, ainsi que des séminaires théoriques au QG de la Sécurité Militaire britannique à Ashford (Kent)

Ruairi O'Conaire

NAMIBIE

Retrouver la mémoire

Nos atlas ne font pas mention de la Namibie, ils continuent de situer ce territoire par l'appellation de « Sud-ouest africain », faisant partie de l'Union sud-africaine. Or, il s'agit en fait d'une occupation illégale par les racistes sud-africains qui refusent d'appliquer les accords internationaux ratifiés ces dix dernières années sur ce problème.

Dernièrement, le Conseil de Sécurité des Nations-Unies avait fixé au 31 août 76 la fin de la tutelle sud-africaine sur ce pays et l'organisation d'élections libres. Il n'en a rien été. Ce mépris de la communauté internationale remonte loin puisque la résolution 2145 du 27 octobre 1965 révoquait déjà le mandat de l'Afrique du Sud, condamnée également en 1971 par la Cour Internationale de Justice. Pour comprendre cet imbroglio juridique et le mépris de Prétoria pour les résolutions internationales, il est nécessaire de rappeler le passé politico-économique de ce pays méconnu.

Colonisée par l'empire allemand, la Namibie devient un protectorat en 1884. En 1915 durant la première guerre mondiale elle est occupée par les forces d'Afrique du Sud. Le Traité de Versailles ordonne le passage du protectorat sous le mandat de la Ligue des Nations, qui par un joli tour de passe-passe le remit à l'Afrique du Sud avec le vœu pieux de « promouvoir le bien-être et le progrès social des habitants »...

La deuxième guerre mondiale se terminant, l'Organisation des Nations-Unies (ONU) qui succède à la Ligue des Nations, remplace le système de mandat par celui de « fidéicommiss » que l'Afrique du Sud rejette. Bien au contraire, en 1949, le parlement sud-africain décrète que la Namibie serait désormais la cinquième province de l'Union Sud-africaine. Une annexion concrétisée par la main mise totale en 1960 des racistes sur le système administratif existant et par l'interdiction de l'Organisation des Peuples de l'Afrique du Sud Occidentale (SWAPO).

Désormais ne seront autorisés que des appendices des partis politiques sud-africains tel que le « Parti National » (au pouvoir) et « l'Union Nationale » (« opposition »).

L'institutionnalisation de « l'esclavage »

L'apartheid prit ainsi de la surface. Les droits politiques, sociaux, syndicaux des namibiens sont interdits. L'interdiction de résidence est promulguée. Les namibiens sont condamnés à vivre dans 11 réserves comme autant de camps de concentration dépendant des mines où les conditions de travail et d'exploitation sont épouvantables. La manie classificatoire de l'apartheid comme en Afrique du Sud s'ingénie à parcelliser au maximum les masses noires. La Namibie est partagée en deux zones : l'une pour les « indigènes » confinés dans les régions semi-arides et sans intérêt économique, l'autre réservée aux blancs sur un plateau abondamment pourvu de richesses naturelles et favorable à l'agriculture.

La pénétration impérialiste

Bien que son économie soit fondamentalement basée sur l'agriculture, la Namibie avec ses 830 000 km et ses 750 000 habitants dont 92,1% sont de noirs recèle de fabuleuses réserves de matières premières. La ruée des multinationales notamment américaines est, sur ce plan, édifiante. Les nommer toutes serait fastidieux ; signalons simplement la présence de la Standard Oil, de la Getty Oil, de la Continental Oil,

de la Texas Oil pour ce qui est de l'exploitation des gisements pétroliers. La Nemont Mining, l'Américan Metal, la Consolidated Gold exploitent l'uranium à Rossing, le cuivre à Tsumeb, le plomb, le zinc, le manganèse, l'étain, le tungstène, l'argent. Quant à la Consolidated Diamond Mines elle monopolise l'extraction de diamants des gisements d'Oranjemund (2ème production du monde capitaliste).

Un pillage dont le développement a été envisagé, notamment grâce à l'utilisation de l'industrie hydro-électrique : ce qui fut le prétexte de l'agression sud-africaine en Angola. L'Afrique du Sud avait en effet mis en chantier la construction d'un important complexe de 400 mégawatts sur le fleuve Cunene, aux chutes de Racuana en territoire angolais.

Bien sûr parmi la cohorte de firmes sévissant sur ce territoire (et cela éclaire le mutisme français dans les condamnations internationales de l'Afrique du Sud) celles de la



bourgeoisie française tentent d'occuper un rang honorable. Nous en reparlerons.

Une vieille résistance

La lutte du peuple namibien est ancienne. La résistance qu'il a opposée au colonialisme dès 1884 en témoigne, notamment lors du soulèvement en 1904-1907 sauvagement écrasés par l'empire allemand. Bien que dépourvu d'une organisation structurée par sa lutte politique s'est intensifiée, aboutissant le 23 avril 1959 à la création de la SWAPO aujourd'hui soutenu selon le « Rand Daily Mail » sud africain par 70% de la population (cf. Rouge des 1, 3 et 6 septembre).

Aujourd'hui la SWAPO soutenue par l'ONU et l'OUA a intensifié ses actions militaires, bénéficiant du « grand arrière » que constitue le territoire angolais. Récemment à Lusaka s'est tenue une réunion de son comité central élargi aux représentants de l'armée (PLAN), des organisations de masse, et des missions à l'étranger. Elle paraît avoir abouti à une réorganisation profonde de ses structures, éclatées auparavant et à l'élaboration, sous forme d'une Constitution, d'un nouveau programme politique. Un document qui déclare notamment que « la SWAPO doit unir l'ensemble du peuple namibien, en particulier la classe ouvrière, la paysannerie et les intellectuels progressistes dans un parti d'avant-garde capable de défendre l'indépendance nationale et de construire une société sans classe et sans exploitation sur la base des idéaux du socialisme scientifique ».

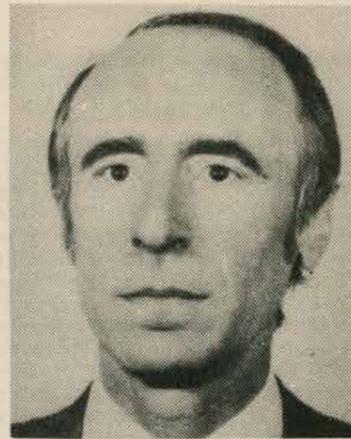
Frank Tenaille

De Vathaire arrêté hier à Orly Marcel Dassault à la télévision :

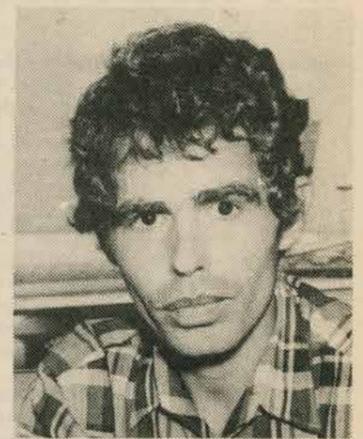
« Je suis une pauvre victime »



Marcel Dassault, la victime ! (AFP)



Hervé de Vathaire, un veuf éploré !



Jean Kay, un grand idéaliste ! (AFP)

Depuis hier il y a deux faits nouveaux dans l'affaire De Vathaire. Le premier est constitué par l'arrestation du comptable de Dassault, interpellé mercredi midi à Orly, alors qu'il revenait - sans doute sur les conseils de son patron - de Corfou où il s'était mis au vert. Le deuxième plus qu'un fait nouveau est plutôt un franc moment de rigolade : Marcel Dassault en personne est venu hier au journal de 13 heures à TF 1 expliquer ce qu'il savait de toute l'histoire.

Une histoire de journalistes

De sa voix traînante et aigrelette il nous a expliqué durant un quart d'heure que toute cette histoire était montée de toutes pièces par les journalistes, que De Vathaire avait perdu la raison lors de la mort de sa femme, que du dossier disparu, lui Dassault, n'en avait cure, puisqu'il ne pouvait rien contenir de compromettant contre lui ou sa société. Ou plutôt rien contre la

Société des Avions Marcel Dassault. Car pour les autres sociétés, notamment les sociétés immobilières ou les affaires de presse, le père Marcel a été moins loquace.

On a aussi eu droit à la scène d'émotion lorsque Dassault a tenu à faire lire par un journaliste (lui, le pauvre, n'arrive pas à le faire sans pleurer) la lettre que les parents du comptable lui avait envoyée. On peut être marchand de canons et avoir du cœur, non ?

Un veuf éploré

Bref, à entendre Dassault une affaire à la limite de la banalité, provoquée par un veuf éploré dans une période d'égarement.

Si banale qu'elle nécessitait la présence de Dassault à la télévision, venu faire son devoir d'information, sans plus. Si banale que Dassault animé du désir de bien faire, avait fait savoir dès la veille qu'il viendrait à la télé.

Ceux qui font actuellement des pieds et des mains pour tenter de se

procurer, sinon l'intégralité du dossier, du moins les extraits qui les concernent, pensent aussi que cette affaire est banale. On ne sait trop s'ils seront satisfaits de l'arrestation de De Vathaire dans la mesure où le dossier continue toujours de circuler. Par contre De Vathaire se sentira certainement plus en sécurité alors que tant de gens voulaient lui parler. Son arrestation est aussi un excellent moyen pour contrôler cette affaire qui avait tendance à partir dans tous les coins.

Au fait, il serait intéressant de voir combien de temps De Vathaire restera sous les verrous. Voilà qui continuera d'alimenter les rumeurs qui insinuent que Dassault était parfaitement au courant du prélèvement bancaire de son comptable puisque c'est lui qu'on tentait de faire chanter. Ayant payé, il considérerait cette affaire comme réglée et les 800 millions passés à la rubrique pertes et profits. Est-ce le sens de la conclusion de son interview : « Je suis une pauvre victime, c'est tout ».

René Fougerolles

OBJECTIF 77

20 MILLIONS

FIN SEPTEMBRE !

L'effort de fond pour résoudre les problèmes financiers de Rouge, doit porter sur sa diffusion mais c'est un effort qui ne donnera des résultats qu'à terme.

En attendant, les créanciers frappent à la porte et il faut 20 millions d'ici la fin du mois et 77 millions d'ici la fin décembre. Ces 57 millions supplémentaires dépendent de la progression des ventes. Si nous vendons plus nous aurons besoins de moins d'argent. Ainsi, gagner 2500 lecteurs stables permettrait que nous trouvions l'équilibre financier.

Cette première liste de souscription correspond à de l'argent que nous avons continué à recevoir quotidiennement en juillet-août. 25 F par lecteur avant le 30, c'est un besoin vital.

<h3>LA METEO</h3> <p>Ventes</p> <p>Paris Surface</p> <p>1955</p> <p>Le baromètre est en baisse. 375 journaux de moins. C'est beaucoup, bien que le mardi, pour des raisons qu'on s'explique mal, soit en général un jour creux. Lire Rouge un, deux ou trois jours par semaine, c'est bien, prendre l'habitude de le lire tous les jours, c'est mieux.</p>	<table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 50%;"> <table border="0"> <tr><td>Y. C. Sympathisant OCR</td><td>25,00</td></tr> <tr><td>L. D. Avranches</td><td>300,00</td></tr> <tr><td>J. P. Chalon sur Saone</td><td>50,00</td></tr> <tr><td>A. M. Tournus</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>J. M. B. Marseille</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>Militante RATP 18°</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>Militante PCF</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>B. J. Sympathisante</td><td>20,00</td></tr> <tr><td>Militante RATP</td><td>50,00</td></tr> <tr><td>Sympathisant RATP</td><td>200,00</td></tr> <tr><td>A. E. RATP</td><td>500,00</td></tr> <tr><td>Groupe Taupe RATP</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>Diffuseur RATP</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>BNP 18°</td><td>200,00</td></tr> <tr><td>Fac Clignancourt</td><td>30,00</td></tr> <tr><td>Enseignants CET 93</td><td>300,00</td></tr> </table> </td> <td style="width: 50%;"> <table border="0"> <tr><td>Un lecteur du Ministère des Finances</td><td>50,00</td></tr> <tr><td>Souscripteurs Thionville</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>J. M. B. Illsy les Moulineaux</td><td>200,00</td></tr> <tr><td>Librairie Rouge</td><td>330,00</td></tr> <tr><td>Militants PTT</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>7 camarades Marseillais</td><td>70,00</td></tr> <tr><td>J. P. A. Livry Gargan</td><td>500,00</td></tr> <tr><td>Sympathisant enseignant</td><td>150,00</td></tr> <tr><td>B. L. Amiens</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>Sympathisant Chartres</td><td>210,00</td></tr> <tr><td>NOUVEAU TOTAL</td><td>4085,00</td></tr> </table> </td> </tr> </table>	<table border="0"> <tr><td>Y. C. Sympathisant OCR</td><td>25,00</td></tr> <tr><td>L. D. Avranches</td><td>300,00</td></tr> <tr><td>J. P. Chalon sur Saone</td><td>50,00</td></tr> <tr><td>A. M. Tournus</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>J. M. B. Marseille</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>Militante RATP 18°</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>Militante PCF</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>B. J. Sympathisante</td><td>20,00</td></tr> <tr><td>Militante RATP</td><td>50,00</td></tr> <tr><td>Sympathisant RATP</td><td>200,00</td></tr> <tr><td>A. E. RATP</td><td>500,00</td></tr> <tr><td>Groupe Taupe RATP</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>Diffuseur RATP</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>BNP 18°</td><td>200,00</td></tr> <tr><td>Fac Clignancourt</td><td>30,00</td></tr> <tr><td>Enseignants CET 93</td><td>300,00</td></tr> </table>	Y. C. Sympathisant OCR	25,00	L. D. Avranches	300,00	J. P. Chalon sur Saone	50,00	A. M. Tournus	100,00	J. M. B. Marseille	100,00	Militante RATP 18°	100,00	Militante PCF	100,00	B. J. Sympathisante	20,00	Militante RATP	50,00	Sympathisant RATP	200,00	A. E. RATP	500,00	Groupe Taupe RATP	100,00	Diffuseur RATP	100,00	BNP 18°	200,00	Fac Clignancourt	30,00	Enseignants CET 93	300,00	<table border="0"> <tr><td>Un lecteur du Ministère des Finances</td><td>50,00</td></tr> <tr><td>Souscripteurs Thionville</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>J. M. B. Illsy les Moulineaux</td><td>200,00</td></tr> <tr><td>Librairie Rouge</td><td>330,00</td></tr> <tr><td>Militants PTT</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>7 camarades Marseillais</td><td>70,00</td></tr> <tr><td>J. P. A. Livry Gargan</td><td>500,00</td></tr> <tr><td>Sympathisant enseignant</td><td>150,00</td></tr> <tr><td>B. L. Amiens</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>Sympathisant Chartres</td><td>210,00</td></tr> <tr><td>NOUVEAU TOTAL</td><td>4085,00</td></tr> </table>	Un lecteur du Ministère des Finances	50,00	Souscripteurs Thionville	100,00	J. M. B. Illsy les Moulineaux	200,00	Librairie Rouge	330,00	Militants PTT	100,00	7 camarades Marseillais	70,00	J. P. A. Livry Gargan	500,00	Sympathisant enseignant	150,00	B. L. Amiens	100,00	Sympathisant Chartres	210,00	NOUVEAU TOTAL	4085,00
<table border="0"> <tr><td>Y. C. Sympathisant OCR</td><td>25,00</td></tr> <tr><td>L. D. Avranches</td><td>300,00</td></tr> <tr><td>J. P. Chalon sur Saone</td><td>50,00</td></tr> <tr><td>A. M. Tournus</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>J. M. B. Marseille</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>Militante RATP 18°</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>Militante PCF</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>B. J. Sympathisante</td><td>20,00</td></tr> <tr><td>Militante RATP</td><td>50,00</td></tr> <tr><td>Sympathisant RATP</td><td>200,00</td></tr> <tr><td>A. E. RATP</td><td>500,00</td></tr> <tr><td>Groupe Taupe RATP</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>Diffuseur RATP</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>BNP 18°</td><td>200,00</td></tr> <tr><td>Fac Clignancourt</td><td>30,00</td></tr> <tr><td>Enseignants CET 93</td><td>300,00</td></tr> </table>	Y. C. Sympathisant OCR	25,00	L. D. Avranches	300,00	J. P. Chalon sur Saone	50,00	A. M. Tournus	100,00	J. M. B. Marseille	100,00	Militante RATP 18°	100,00	Militante PCF	100,00	B. J. Sympathisante	20,00	Militante RATP	50,00	Sympathisant RATP	200,00	A. E. RATP	500,00	Groupe Taupe RATP	100,00	Diffuseur RATP	100,00	BNP 18°	200,00	Fac Clignancourt	30,00	Enseignants CET 93	300,00	<table border="0"> <tr><td>Un lecteur du Ministère des Finances</td><td>50,00</td></tr> <tr><td>Souscripteurs Thionville</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>J. M. B. Illsy les Moulineaux</td><td>200,00</td></tr> <tr><td>Librairie Rouge</td><td>330,00</td></tr> <tr><td>Militants PTT</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>7 camarades Marseillais</td><td>70,00</td></tr> <tr><td>J. P. A. Livry Gargan</td><td>500,00</td></tr> <tr><td>Sympathisant enseignant</td><td>150,00</td></tr> <tr><td>B. L. Amiens</td><td>100,00</td></tr> <tr><td>Sympathisant Chartres</td><td>210,00</td></tr> <tr><td>NOUVEAU TOTAL</td><td>4085,00</td></tr> </table>	Un lecteur du Ministère des Finances	50,00	Souscripteurs Thionville	100,00	J. M. B. Illsy les Moulineaux	200,00	Librairie Rouge	330,00	Militants PTT	100,00	7 camarades Marseillais	70,00	J. P. A. Livry Gargan	500,00	Sympathisant enseignant	150,00	B. L. Amiens	100,00	Sympathisant Chartres	210,00	NOUVEAU TOTAL	4085,00		
Y. C. Sympathisant OCR	25,00																																																								
L. D. Avranches	300,00																																																								
J. P. Chalon sur Saone	50,00																																																								
A. M. Tournus	100,00																																																								
J. M. B. Marseille	100,00																																																								
Militante RATP 18°	100,00																																																								
Militante PCF	100,00																																																								
B. J. Sympathisante	20,00																																																								
Militante RATP	50,00																																																								
Sympathisant RATP	200,00																																																								
A. E. RATP	500,00																																																								
Groupe Taupe RATP	100,00																																																								
Diffuseur RATP	100,00																																																								
BNP 18°	200,00																																																								
Fac Clignancourt	30,00																																																								
Enseignants CET 93	300,00																																																								
Un lecteur du Ministère des Finances	50,00																																																								
Souscripteurs Thionville	100,00																																																								
J. M. B. Illsy les Moulineaux	200,00																																																								
Librairie Rouge	330,00																																																								
Militants PTT	100,00																																																								
7 camarades Marseillais	70,00																																																								
J. P. A. Livry Gargan	500,00																																																								
Sympathisant enseignant	150,00																																																								
B. L. Amiens	100,00																																																								
Sympathisant Chartres	210,00																																																								
NOUVEAU TOTAL	4085,00																																																								

CORSE

Après le plasticage d'un Boeing...

Après qu'un groupe de cinq hommes, se réclamant du Front National de Libération de la Corse (FNLC), avait fait sauter au plastic un Boeing 707 d'Air France, des rafles ont été opérées dans le milieu autonomiste par la police. Quatre-vingt personnes ont été arrêtées dans la région d'Ajaccio sur l'ordre personnel de Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur. Une cinquantaine devait, par la suite, recouvrer la liberté. Mais les trente restants seront vraisemblablement poursuivis pour infraction à la loi anti-casseurs.

Une action du FNLC

La manifestation, convoquée par le Comité Anti-répression, pour la libération de Jacques Fieschi devait se dérouler sans incident notable jusqu'à 22h30. Les manifestants et les camionneurs de « Strada Corsa » (1) s'étaient contentés d'immobiliser sur les pistes de l'aérodrome, des avions en partance pour le continent. Mais à 22h30, un commando de cinq hommes monte dans le Boeing 707 et en fait descendre l'équipage.

Puis il pose deux charges de plastic, l'une dans la cabine de l'avion, l'autre dans sa queue. A 22h45, c'est l'explosion qui détruit l'appareil. Le commando, pendant ce temps a pris la fuite.

Immédiatement après, des bagarres éclatent entre groupes de manifestants et policiers, au carrefour des Salines. Plusieurs interpellations sont alors effectuées par les CRS. A minuit, le ministre de l'Intérieur envoie l'ordre de « faire procéder avec infiniment de vigilance et de fermeté à la recherche et l'arrestation des auteurs violents et exactions commises contre un Boeing 707... »

Plusieurs dizaines de personnes sont alors arrêtées chez elles dont Dominique Alfonsi, dirigeant du Parti du Peuple Corse pour l'Autonomie (PPCA), Toussaint Armani, vice-président de « Strada Corsa » et, plus tard, Dominique Capretti déjà condamné, il y a un an, pour une bagarre avec des policiers. Hier, le plasticage était revendiqué par le FNLC. On apprend par ailleurs que durant la nuit un local de l'intendance militaire avait été plasticé ainsi qu'une station d'épuration à Borgo.

Le sens d'un plasticage

Durant la journée d'avant hier, plusieurs courants politiques ont brillé par leur absence : le mouvement ouvrier traditionnel d'abord, dont les réticences vis à vis du mouvement autonomiste n'ont fait que s'accroître durant cet été ; l'APC (2) et le Comité central de soutien ensuite qui, depuis l'entrée au maquis de Max Siméoni ont adopté une attitude d'attente. De ce fait, la manifestation du Comité Anti-répression n'a pas regroupé un nombre important de personnes. Quel que soit le résultat, c'est bien peu au regard des quinze mille corses du 2 avril dernier. Pour le FNLC (3) et les clandestins en général, il s'agissait de donner à la situation corse un caractère irréversible qui pousserait la direction de l'APC à prendre position de façon claire.

Depuis plusieurs jours, le bruit courait dans les milieux autonomistes que la manifestation d'Ajaccio marquerait un tournant. C'est là le



Le Boeing 707 en feu sur l'aérodrome d'Ajaccio (AFP)

sens du plasticage du Boeing. Désormais, l'APC devra se lancer dans une campagne anti-répression sans ambiguïté afin de ne pas perdre au profit des clandestins ses militants les plus fidèles et notamment une partie de sa base paysanne qui ne cache pas son admiration pour le FNLC. Il existe cependant un envers de la médaille. Chacun sait en Corse que la police possède un fichier très au point sur les militants présumés des groupes clandestins. L'explosion du Boeing a donné à Poniatowski un argument de taille pour lancer une « opération d'épuration des milieux activistes ». Les arrestations d'hier n'ont pas été lancées au hasard et il y a toutes les chances pour que beaucoup de monde soit déféré devant les tribunaux.

En accélérant volontairement le processus de prise de conscience du Peuple Corse, le FNLC a joué quitte ou double. La période choisie pour son action est la pire de toute. L'année touristique a été très mauvaise et beaucoup de Corses sont retournés sur le continent et laissent ainsi du champ à la répression. L'action du FNLC, pour toutes ces raisons, a des chances de ne donner que de mauvais résultats. Isolée de toute campagne politique, et notamment en direction du mouvement ouvrier, elle risque de laisser exsangue un mouvement autonomiste à la croisée de chemins. Ceci dit, il faut maintenant arrêter, par tous les moyens, la répression des sbires de Poniatowski. Et tâche est un devoir pour tous, qu'ils soient marxistes révolutionnaires militants du PC ou du PS, ou encore autonomistes.

Gabriel Pietri

(1) Syndicat corse des camionneurs
(2) Association des Patriotes Corses, créée après la dissolution de l'ARC
(3) Front National de Libération de la Corse

Le front national de Libération de la Corse

Le FNLC a été créé dans la nuit du 4 au 5 mai au cours de laquelle 18 attentats furent commis, saluant l'ouverture du procès Siméoni. Le FNLC revendique « la reconnaissance des droits nationaux du peuple Corse, le droit à l'autodétermination, la confiscation des propriétés coloniales et des trusts touristiques et une réforme agraire ».

Ses derniers attentats sont ceux du 17 juillet contre des locaux de la gendarmerie. Le FNLC se déclare prêt à déclencher la lutte armée. Il bénéficie d'une large sympathie dans les milieux de jeunes et notamment à la Consulta di Studenti Corsi (CSC)

Le FLB-ARB devant la Cour de Sécurité de l'Etat

• A partir de ce matin trois militants du FLB-ARB comparaitront devant la Cour de Sécurité de l'Etat au Palais de Justice à Paris. Ils sont accusés d'avoir fomenté un attentat manqué contre l'immeuble de la direction départementale de l'agriculture de Loire Atlantique à Nantes. Les trois militants autonomistes, Dominique Crochard, Pierre Loquet et Gérard Cariton sont détenus à la prison de la Santé depuis 10 mois. Ils risquent d'être poursuivis non seulement pour l'attentat mais aussi pour reconstruction de mouvement dissous.

Les cantonales partielles d'Avignon

UNE NOUVELLE DECLARATION COMMUNE PSU-LCR

Mardi soir en Avignon s'est tenu un meeting organisé par le PSU et la LCR pour soutenir la candidature unitaire d'Henri Bouyol, aux cantonales partielles dimanche prochain. Une centaine de personnes ont participé à cette réunion, à l'issue de laquelle les deux organisations ont décidé de mettre au point une déclaration à la presse. Cette déclaration complète et actualise leur plate-forme politique dont des extraits sont déjà parus dans Rouge. Nous la publions intégralement dans Rouge.

Sous la pression de la montée constante de la combativité ouvrière et, craignant notamment les prochaines élections municipales et surtout législatives, la bourgeoisie sentant ses jours comptés, vient de réorganiser son jeu. Un strict passage y est opéré : Barre au redressement économique, Giscard en super-maitre des affaires du pays.

Le mot clé de la rentrée pour ces messieurs c'est l'austérité. Avec en complément le « dialogue social » pour faire entendre aux travailleurs que c'est eux, une nouvelle fois qui devront payer la note de l'inflation et accepter plus d'un million de chômeurs.

Mais tous les plans antipopulaires de ce « gouvernement de combat » ne peuvent réussir que si les travailleurs baissent les bras et s'engagent sur la voie de la conciliation. Malgré Bergeron, ce n'est pas la voie que s'appête à suivre les travailleurs : dans leurs luttes quotidiennes où, à l'image des Lip, ils multiplient les occupations, les remises en route de la production au service de leur lutte et vérifient l'efficacité de l'unité ouvrière, de la démocratie ouvrière, du contrôle ouvrier, et donc des luttes qui par leurs caractères auto-gestionnaires préfigurent la société de demain. Et ceci, bien que les directions de la CGT et de la CFDT n'avancent toujours pas de propositions combattives, centrales et unitaires, laissant l'ensemble des travailleurs dans l'expectative.

Sur le plan électoral ils mettent leurs espoirs dans l'Union de la gauche dans laquelle ils croient voir la tradition politique immédiate de leurs aspirations à l'unité pour se débarrasser de ce régime minoritaire. La dynamique de l'unité de la classe ouvrière dépasse les perspectives dcw'Union de la gauche. Le programme commun ne traduit pas les aspirations profondes des travailleurs. Même s'il propose un certain nombre de réformes positives, il ne s'attaque pas aux fondements même du système capitaliste. La volonté des travailleurs est de construire un autre type de société : une société socialiste autogestionnaire, volonté que ne partagent certainement pas le PC et le PS. Il faut reconnaître que pour la grande masse des travailleurs, la perspective d'une victoire de l'Union de la gauche est la seule

alternative crédible. Mais c'est surtout l'unité des organisations ouvrières qui renforce leur combativité. C'est par la liaison des luttes pour les revendications immédiates, pour leur centralisation et par l'unité que se prépare le renversement du régime, c'est en tissant des liens solides avec tous ceux qui s'attaquent au capitalisme :

- que les femmes luttent contre leur oppression
- que la jeunesse scolarisée s'oppose à l'école du Capital
- que les soldats se regroupent dans des comités, pour les droits démocratiques et syndicaux
- que les immigrés combattent contre leur surexploitation et le racisme

- que les écologistes refusent la destruction de l'environnement

C'est par les convergences des luttes que les travailleurs construiront l'alliance anticapitaliste indispensable à l'avènement de leur pouvoir. Dès maintenant les organisations ouvrières peuvent opposer un front commun à la bourgeoisie autour des revendications :

- refus des licenciements
- 2300 francs minimum
- 35 h maximum
- échelle mobile des salaires et des heures de travail ; partage du temps de travail entre toutes les mains ouvrières.
- nationalisation sans indemnité ni rachat et sous contrôle ouvrier des entreprises en voie de liquidation.

Exigeons le départ du gouvernement Giscard-Barre-Guichard !

Place au gouvernement des organisations ouvrières s'appuyant sur la mobilisation populaire pour satisfaire les revendications des travailleurs !

Seul le combat pour une société socialiste autogestionnaire, par la centralisation démocratique des conseils ouvriers et de quartier peut abattre la société capitaliste !

C'est dans cette perspective que se palce la candidature unitaire d'Henri Bouyol qui se bat pour le Vaucluse, pour le maintien de l'emploi, pour l'unité ouvrière et paysanne dans la coordination des luttes pour imposer avec l'ensemble des travailleurs une autre politique pour notre cadre de vie (transport, loisirs, vie culturelle, équipements collectifs).

PSU-LCR (Avignon)

CE N'EST PAS AUX SALARIES DE PAYER LA SECHERESSE

LES 18 MILLIARDS ON PEUT LES TROUVER AILLEURS !

Les estimations des organisations agricoles chiffrent à environ 18 milliards de francs les pertes dues à la sécheresse. Le gouvernement s'apprête à les récupérer sur le dos des salariés par le biais du « super-impôt ». Mais il y a un million de moyens de les trouver ailleurs.

En voici la preuve :

1°) Les trusts de la boisson ont réalisé des ventes exceptionnelles du fait de la canicule. On estimait en juillet (*L'Express* du 11 juillet) que l'augmentation des ventes, cette année, atteindrait 18 %. En 1975, les grands groupes de la boisson (BSN, Perrier, Vittel, Perrier-Ricard) ont réalisé, à eux quatre, un chiffre d'affaire de 6,7 milliards. En 1976, le supplément, dû à la sécheresse, se montera donc à 1,2 milliards.

2°) Les grosses entreprises camouflent leurs profits réels. Si l'on prend comme base de référence le poste comptable connu sous le nom de « cash-flow » qui se rapproche plus de la réalité, on s'aperçoit que l'écart entre ce chiffre et celui des bénéfices déclarés atteint des proportions gigantesques. Ainsi pour les sept entreprises françaises dont le programme commun prévoit aujourd'hui la nationalisation (Rhône-Poulenc, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Péchiney-Ugine-Kuhlmann, Compagnie Générale d'Electricité, Thomson-Brandt, Dassault et ITT-France) la différence s'élève, au total en 1975, à 5,6 milliards.

3°) La spéculation a battu son plein cet été. Le « Herald Tribune » a révélé qu'en juin et juillet, près de 20 milliards de francs s'étaient enfui à l'étranger. Si l'on compte que, pendant cette période, le franc a été dévalué de fait de 5%, le profit des spéculateurs s'élève donc à 1 milliard.



4°) Un impôt sur le capital rapporterait également beaucoup d'argent. Si son taux était aujourd'hui fixé à 0,5% son produit atteindrait 5,4 milliards pour les seules dix plus grosses entreprises françaises.

5°) L'Etat ne cesse de distribuer des subventions au secteur privé. Il avait fait don de 1,8 milliard à Citroën pour sa fusion avec Peugeot à la fin de l'année 1974. Il a accordé aux trusts, dans le cadre du plan de relance de septembre 1975, 3 milliards de détaxations fiscales. Et les exemples pourraient se multiplier...

6°) Et si on ne trouve pas assez d'argent, il n'y a qu'à réduire les crédits militaires. Ceux-ci du fait de la loi-programme votée à la dernière session du Parlement, devraient passer de 50 milliards en 1976, à 58 milliards en 1977. 8 milliards de différence.

Il ne reste plus qu'à faire l'addition...

P.J.

Majorité L'INQUIETUDE A LA BARRE

Barre a reçu successivement, hier après-midi, la CFDT et la FNSEA. Michel Debatisse, au nom de cette dernière, a souligné que les dégâts causés par la sécheresse ne portaient pas simplement sur l'année 1976, mais également sur l'année 1977, plus particulièrement au niveau de l'élevage. Quant à Edmond Maire, il a déclaré, à sa sortie de l'hôtel Matignon « il ne s'agit pas de parler de consensus social (le consensus est impossible) de concertation (nous n'appartenons pas au même orchestre) de partenaires sociaux (il y a un million de chômeurs) ».

Mais le secrétaire général de la CFDT a ajouté : « une seule chose est possible entre nous, des négociations. Nous voulons négocier (...) de l'emploi, le problème majeur aujourd'hui, des inégalités sociales, des conditions de travail, des libertés syndicales ». Interrogé sur les relations avec la CGT, Edmond Maire a répondu : « nous préparons ensemble le 23 octobre, nous travaillons ensemble dans les fédérations, ce n'est déjà pas si mal ».

D'autre part, le gouvernement a annoncé que le plan anti-inflation serait rendu public le 22 septembre à l'issue du conseil des ministres.

Réussira, réussira pas ? « On verra », titre le Figaro. Le plan Barre prend la forme d'un point d'interrogation pour les commentateurs de la bourgeoisie. Allure peu commune, quelques semaines après la mise en lice par Giscard du « meilleur » chevalier pour sa croisade contre l'inflation. Les craintes de l'échec s'accroissent à l'horizon de nos gouvernants. Le ton ne s'améliore pas. L'éditorialiste du « Figaro » s'inquiète.

Sur le plan économique, la réussite dépend selon lui des capacités de persuasion du nouveau premier ministre. Or le refus des confédérations ouvrières — malgré leurs querelles internes — hypothèque toute possibilité de « consensus ». Ce n'est pas la proposition des « Echos » de passer par-dessus ces organisations qui résoudra les choses. Lucide, Marchetti note dans le Figaro, « c'est le régime qui a commencé à vaciller sans espoir de redressement ». D'autant que la révélation « imprévue et amère » des Echos n'est pas là pour renforcer le talent de persuasion de Barre : le budget de 1976 sera en déficit d'une vingtaine de milliards. Il faut également redonner confiance au patronat, ce que tentera Barre en recevant Ceyrac aujourd'hui, ce qui n'est pas acquis d'avance.

Guichard dans ses interviews ne suffit pas à satisfaire ces inquiétudes. Maintenant que les remous du changement de gouvernement sont dissipés, les mêmes problèmes émergent à la surface de la mare présidentielle. Giscard a invité, mardi, ses acolytes à donner « l'image de la cohésion ». Les appels à l'unité, les groupes de travail et les repas à l'Élysée ne garantissent pas grand-chose. Les images ne reflètent pas toujours la réalité.

L'anxiété prend racine dans l'usure du régime. Non seulement Giscard n'a pas réussi à tenir ses promesses électorales, il n'a pas rogné de manière significative la base sociale de l'Union de la Gauche, mais sa majorité s'est éfrisée. L'échec des cantonales l'a révélé de manière crue. Le départ de Chirac fut une preuve de faiblesse. L'inquiétude actuelle, alors que Barre n'a pas encore présenté officiellement son programme, l'a confirmé aux yeux des plus aveugles. Là, réside l'essentiel. On peut triturer les déclarations officielles dans tous les sens, une chose est sûre : les mesures prévues par Barre attaqueront la classe ouvrière de front au moment même où la coalition gouvernementale connaît de graves difficultés. Sa faiblesse est patente.

La farce des plus-values

A propos de la coordination de la majorité la même inquiétude règne. « Mieux vaut ne pas rééditer la farce des plus-values » conclut le triste éditorial. Rien ne prouve que le débat de politique générale prévu au Parlement en octobre ne se déroulera pas sans les incidents devenus habituels depuis plusieurs mois. Le ton bonhomme et rassurant de

Ce qui donne la mesure de la démission des organisations ouvrières, du PC et du PS, qui vivent la lutte des classes et les échéances politiques sur le calendrier électoral. Faut-il attendre 78 quand la bourgeoisie prépare « une pause de six mois au moins dans la progression des revenus » (Les Echos) et s'inquiète sur la crédibilité de son personnel politique. Attendre, n'est-ce pas accepter ?

Jean-Yves Touvais

LA BAISSSE DU POUVOIR D'ACHAT

suite de la page 1

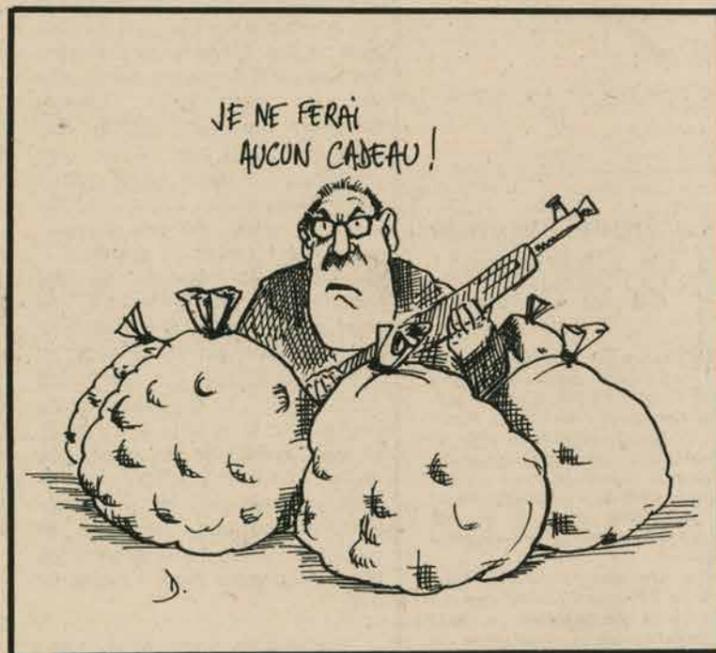
Ensuite et surtout, l'indice de référence restera celui de l'INSEE c'est à dire un indice truqué. Durant les mois derniers, l'évolution comparée de l'indice INSEE et celui de la CGT fait apparaître une différence de 0,9 %. C'est à dire qu'au total, les mesures préparées aboutiraient à une baisse assurée de 3 % du pouvoir d'achat en l'espace de trois mois !

D'autre part, les gros salaires — mais où situer la barre ? — n'aurait plus aucune garantie de maintien du pouvoir d'achat. Le niveau de vie ne serait pas rattraper et les augmentations en valeur absolue limitées.

En effet, sous prétexte de « solidarité nationale », le gouvernement s'apprête à faire trinquer l'ensemble des salariés, sans toucher aux profits patronaux. Et ce ne sont pas ces mesures démagogiques isolées sur la fraude fiscale qui feront croire que ces messieurs entendent, cette fois, s'en prendre aux grosses fortunes.

Il est donc grand temps de dire halte à ce projet scélérat. Et de mettre fin à la division syndicale pour engager, tout de suite, la mobilisation contre les mauvais coups que préparent le pouvoir.

Pierre Julien



Edmond Maire à Lyon Mais pourquoi faire ?

Avant hier à Lyon Edmond Maire a déclaré : « Les mécanismes constitutionnels de la V^e République sont là pour jouer contre un gouvernement de gauche, ils rendent en tout état de cause malaisée l'action d'une gauche ayant remporté de justesse la victoire aux élections législatives. Sans action de masse convergente, avec l'action gouvernementale, ce serait l'échec ».

Une action de masse, fort bien mais pour quoi faire ? Pour forcer Giscard à s'entendre avec Mitterrand ? Pour obliger Giscard à respecter une constitution dont « les mécanismes sont là pour jouer contre un gouvernement de gauche » ou un mouvement de masse pour balayer Giscard et sa constitution ? Il ne s'agit pas là d'une question de style. E. Maire en dit trop ou pas assez. On attend la réponse.

LA RENTREE SOCIALE VUE PAR LA PRESSE

Les deux meetings de rentrée de Maire et Seguy étaient hier l'événement. La presse s'en est largement fait l'écho.

• L'aurore, journal de droite bien connu, se félicite : « dans leurs meetings de rentrée, Seguy (à Paris) et Maire (à Lyon) témoignent de profondes divergences sur l'action à mener contre le pouvoir ». Même satisfaction dans le titre des pages intérieures : « Un duo avec de fausses notes ».

• Le Quotidien de Paris, qui relate souvent avec sympathie les positions du bureau confédéral CFDT, analyse ainsi les divergences : « M. Seguy se drape dans sa conscience de classe pour refuser en bloc tous les aménage-

ments avec l'équipe au pouvoir. M. Maire, lui, préfère dire « chiche » au réformisme. Ce qui n'est pas un mauvais moyen, finalement, de retrouver le piège contre ceux qui le tendent ».

• Le Monde se cantonne dans une évocation d'ambiance : « La CGT à St-Ouen : un festival du verbe, La CFDT à Lyon : une surprenante gravité ». Il publie également sans commentaire des extraits de la déclaration d'E. Maire.

• L'Humanité, qui consacre une page entière au discours de Seguy, dont elle reproduit l'essentiel, et une autre à la conférence de presse de Marchais, consacre quelques paragraphes au discours d'Edmond



Maire, dont elle donne quelques citations sans indiquer les positions de la CFDT sur le super-impôt, ni les termes de ses attaques contre la CGT.

• Libération, qui n'accorde pas une importance excessive à l'événement, titre sur 6 colonnes : « La terre est une patate » et se contente de reproduire des citations des discours transmises par l'AFP, sous le titre : « Seguy et Maire font leur rentrée, les divergences aussi ».

Clark-Strasbourg

Aujourd'hui la direction annonce ses projets de licenciements

C'est ce qu'a déclaré la CFDT de Clark dans une conférence de presse où elle a dénoncé les projets de cette multinationale. Ainsi, 195 licenciements devraient être annoncés aujourd'hui officiellement par la direction, soit 31 % de l'effectif.

En février 76, le vice-président de Clark promettait un nouveau développement de l'usine strasbourgeoise par la mise en production de gros engins de travaux publics et une augmentation de 25 % de l'effectif.

Mais toutes ces promesses n'ont pas résisté à l'épreuve des faits. Depuis un an de réduction d'horaires en bruit de fermeture de l'usine, la direction vise à laisser pourrir la situation, à démoraliser les travailleurs afin de les pousser à démissionner (une centaine en un an).

Aujourd'hui, en plus des licenciements, la direction envisage une baisse d'activité de 50 % d'ici juillet 77. Ainsi le trust international Clark Equipment Company (Michigan USA), semble s'orienter vers la fermeture de l'usine de Strasbourg après avoir déjà abandonné celle d'Angleterre.

Clark : une entreprise internationale de surprofits

La stratégie des multinationales est souvent tortueuse. La CFDT Alsace a mis sur pied une commission pour essayer de débrouiller l'écheveau des intérêts des multinationales dans la région. Elle a pu ainsi rassembler les éléments d'un rapport.

Ainsi on voit fleurir autour de Clark une multitude de filiales, de sociétés de sous-traitance au niveau desquelles se récoltent les bénéfices, dépouillant de plus en plus Clark-Strasbourg de ses attributions :

- Les brevets de fabrications sont achetés à Clark-Equipement-Zurich qui prend 5 %.
- Les exportations sont assurées par Clark International Marketing

(siège Venezuela) au prix d'une commission de 5 à 12 %.

- Les facturations et l'encaissement se font par Clark Comm. France qui touche 17 % de commission.

- De plus Clark Strasbourg a créé une filiale, Clark France Manutention qui commercialise du matériel importé de manutention (venant d'Allemagne). Il faut croire que ces petites manipulations sont suffisamment juteuses puisque Clark investit de plus en plus dans ses filiales.

Investissements Clark		
73	35,4 millions	16,5 millions
74	24,6 millions	24,4 millions
75	22,3 millions	36,4 millions

Investissements filiales

La production se développe donc au gré des caprices financiers du Trust, là où ça devient rentable : on ferme en Angleterre, on agrandit en Allemagne et au Japon.

Pour la CFDT, il est clair que l'usine aurait de nombreuses possibilités :

- Prendre à Clark la production de tout ce qui est sous-traité.
- Faire de la sous-traitance pour d'autres usines Clark.
- Création d'un service après-vente.

Après la réunion du comité d'entreprise, la CFDT a proposé aux syndicats

(CGT, majoritaire dans l'entreprise et CGC) d'organiser une Assemblée Générale pour discuter de la situation et de la riposte à donner pour imposer au patron le refus des licenciements et le maintien des salaires.

Le patron de Clark a montré sa détermination l'année dernière en envoyant les flics vider l'usine occupée par les travailleurs depuis plus de quatre semaines. C'est une lutte dure qui s'annonce, mais dont on ne peut faire l'économie, pour empêcher les licenciements et à terme la fermeture de la boîte.

Correspondant

Les 8 et 9 septembre à Citroën- Rennes

DES ELECTIONS... TRES SPECIALES

« Il arrive que l'agent de secteur exige après le vote le retour du bulletin CGT. Prenez deux bulletins de chaque organisation, vous avez le droit, comme cela vous pourrez lui en remettre un et l'autre dans l'urne ». Cet extrait d'un tract CGT illustre, plus que cent discours, dans quel climat se sont préparées les élections professionnelles qui se déroulent actuellement à l'usine Citroën de Rennes.

En effet, les 8 et 9 septembre, les travailleurs de cette entreprise sont appelés à élire leurs délégués du personnel. Les 22 et 23, ce sera pour le Comité d'établissement. Il s'agit des premières élections professionnelles qui se tiennent après le procès en diffamation intenté par la CFT à la CGT qui, dans son bulletin d'entreprise, l'avait qualifiée « d'organisation de malfaiteurs ». Le 20 mai 1976, le tribunal correctionnel de Rennes relaxait la CGT et condamnait la CFT aux dépens.

Aux élections du comité d'établissement de 1974, la CFT avait fait main basse sur les 11 sièges. En 1975, 31 des 32 sièges de délégués avaient échu à la CFT. Seul élu CGT venait rompre cette touchante unanimité.

Cette année, le nombre de électeurs est d'environ 12 500. La CGT présente 5 candidats, 3 à la Barre Thomas et 2 à la Janais. Tous anciens dans la boîte puisqu'ils ont entre 6 et 15 ans de présence. Il s'agit d'un recul important par rapport aux élections de 1975 auxquelles la CGT avait présenté 14 candidats. Il est vrai que quelques uns s'étaient démissionnés à la suite de chantages et brimades diverses ou avaient purement et simplement été licenciés, comme cette candidate CGT, pour « non respect des consignes de sécurité ». Pour ce méfait Citroën a été condamné par le tribunal des prud'hommes de Rennes en juillet 1976. Mais il est bien connu que la direc-

tion préfère payer une indemnité de licenciement, qui au demeurant ne lui coûte pas très cher, plutôt que d'avoir une déléguée CGT supplémentaire.

Quelle mobilisation ?

En juin 76, la CGT a écrit à la direction pour faire des propositions afin que les élections se déroulent dans des conditions permettant un vote libre : arrêt des chaînes en vote libre ; arrêt des chaînes en demi-heure par déroulement, suppression des laissez-passer, sauf-conduit, bon du chef d'équipe, etc. délivrés aux travailleurs pour aller aux urnes, réduction du nombre des bureaux de vote à 10 (il y en a 37 actuellement) car le trop grand nombre autorise toutes les fraudes et manipulations de la CFT.

La CGT demande aussi la fermeture et l'ouverture des urnes par l'inspecteur du travail avec cadenas fourni par ce dernier qui conserve les clefs pendant la durée des élections. Ce qui garantit le secret du vote. Toutes ces propositions ont bien évidemment été rejetées par la direction et la CFT.

Parallèlement, des démarches étaient effectuées près du préfet, des parlementaires, du ministre du travail. Des motions, des pétitions étaient signées par les syndicats d'Ille-et-Vilaine. En bref, c'est la routine, le petit train-train habituel, mais de mobilisation des tra-



vailleurs, point.

Ce ne sont pas ces démarches qui, en soi, sont condamnables. Elles sont même indispensables et pourraient contraindre la bourgeoisie à faire respecter sa propre légalité. Mais enfin, que signifient-elles sans prise en charge collective par l'ensemble du mouvement ouvrier rennais, sans exclusives, sans mobilisation des ouvriers du département afin, non de faire pression mais de contraindre par l'action Citroën et la CFT à respecter les droits syndicaux ? Cela n'a jamais été fait sinon de façon marginale par l'extrême-gauche il y a quelques années.

Il semble que la CGT ait cédé depuis longtemps à un certain fatalisme, doublé d'électorisme, en se disant que les choses ne seront réglées à Citroën-Rennes que lorsque la gauche arrivera au pouvoir. D'où la démission actuelle devant les tâches à accomplir. Combien de fois les militants CGT ont-ils entendu, en fin de réunion ou de congrès, dans le brouhaha et l'indifférence générale, un vague « appel » à aider les camarades de Citroën.

Dénoncer mais aussi agir

Cela tient beaucoup plus du rite que de la conviction qu'il faut agir. Que peuvent valoir les démarches auprès des parlementaires d'Ille-et-Vilaine, tous UDR ou RI, dont les colleurs d'affiches sont les hommes de main de la CFT ? L'adjoint de Le Douarec, avocat et maire de Rennes, est l'avocat de la CFT. Surtout sans vogueuse dénonciation de leurs positions devant toute la population ?

Dans l'immédiat, la direction Citroën et la CFT vont pouvoir, lors de ces élections, frauder et magouiller comme d'habitude. Une fois encore, elles vont pouvoir dormir sur leurs deux oreilles. Car elles n'accepteront les propositions de la CGT que contraintes et forcées. Un permanent CGT ne disait-il pas, à la veille du procès de mai 1976, que mieux valait ne pas faire trop de bruit... afin de ne pas indisposer la Justice.

Correspondant

Des militants CGT emprisonnés au Maroc

Au cours de son discours de St Quen, G. Ségué a dénoncé les campagnes racistes du ministre de l'intérieur. Il a indiqué que « 83 Marocains, militants CGT, ont été incarcérés dans les geôles d'Hassan II » au cours de l'été. Il s'agissait, dans la plupart des cas, de travailleurs qui étaient revenus dans leur pays pour y passer les vacances.

La police les attendait au pied

de l'avion. Le secrétaire général de la CGT a accusé les autorités françaises de les avoir « livrés » à la répression. Une motion les soutenant a été adoptée à la fin du meeting CGT une riposte vigoureuse s'impose en effet, on ne peut manquer d'être frappé par le sectarisme de Ségué qui ne défend que ses militants. La aussi la bataille sans exclusive. s'impose pour les défendre tous.

en lutte

GREVE DES DOCKERS

Les 400 travailleurs des bassins de Port Saint Louis, FOS« Martigues et Port-de-Bouc (Bouches du Rhône) ont observé lundi une grève de 24 heures, à la suite de la mort dans un accident du travail d'un délégué syndical CGT, le mouvement a été suivi à 100%.

ARDOISIERS DU MAINE ET LOIRE

Le mouvement de grève déclenché le 31 août aux Ardoisières des Grands Carreaux de Trelazé qui touche un millier d'ouvriers, se poursuit : la réunion avec les syndicats et la direction n'a donné aucun résultat. C'est à la suite du déclassement de trois ouvriers fondeurs que le mouvement a été lancé ainsi que sur des revendications de prime et revalorisation pour différentes catégories de travailleurs.

HUGUENOT-FENAL

L'entreprise Huguenot-fenal (Meurthe et Moselle) a mis en chômage technique 25 de ses 48 ouvriers, pour une quinzaine de jours.

GREVE DES TRAMINOTS DE NANTES

Les nantais ont voyagé gratuitement mardi sur l'ensemble du réseau des cars urbains, en raison de la grève dite de « perception » des traminots. Les 400 traminots, chauffeurs de bus de la société de transports en commun, n'ont pas perçu le prix des billets, pour protester contre leurs conditions de travail, notamment la durée des journées de service.

vie syndicale

La Vie Ouvrière, cette semaine est axée sur la lutte contre l'austérité. « Qui doit payer ? Qui doit faire face aux conséquences de la sécheresse, aux difficultés économiques, à l'inflation, au chômage ? Le gouvernement veut une fois de plus, frapper les travailleurs ». Ces phrases introduisent six pages d'un dossier fourni où les argumentations du pouvoir et du patronat sont démontées :

- les salaires grimperaient beaucoup plus vite que les prix ? faux, puisqu'il faut prendre en considération l'évolution des gains ouvriers (et non celle des gains horaires) qui ne donnent que 10,3% d'augmentation alors que l'indice CGT du coût de la vie fixe la hausse à 14,2% (9,6% pour l'indice truqué INSEE) pour 1975.

- Les entreprises de distribution de l'eau, de boisson, les spéculateurs du secteur alimentaire ont fait des profits considérables.

- Le changement de gouvernement fait la joie des exploités. La VO rappelle les états de service de Raymond Barre et mentionne les déclarations les plus marquantes de ce « chevalier de l'austérité ».

Les solutions que proposent la CGT s'expriment en cinq points :

- Réduction de la TVA sur les produits de grande consommation
- Action sur les prix par blocage des prix de première nécessité
- création d'un impôt sur le capital
- contrôle du crédit et des changes
- garantie du pouvoir d'achat par une véritable échelle mobile

Les jeunes et le chômage, un thème plus que jamais d'actualité, puisque pour les 1 130 000 chômeurs de la fin juillet, près de 50% sont des jeunes. Les femmes sont plus frappées encore puisqu'elles représentent 62,2% des chômeurs de moins de 25 ans. La CGT et la CFDT ont décidé d'organiser une grande journée sur l'emploi pour le 23 octobre.

La VO dégonfle une autre baudruche du gouvernement. La retraite à 60 ans annoncée à grand tapage pour les travailleurs manuels exige des conditions tellement restrictives que bien peu de travailleurs en profitent. Au bout de deux mois d'application, seulement 200 demandes ont pu être déposées sur la région parisienne.

Nouvelle réunion de la Coordination des luttes

Les 10 et 11 septembre, dans l'usine occupée de Lip (Palente) se tiendra la seconde réunion de travail des entreprises en lutte sur l'emploi.

Cette réunion qui regroupera « quelques dizaines d'entreprises en occupation » doit discuter, entre autres, du problème de « la place de la coordination » et bien entendu de ses rapports avec les deux confédérations syndicales CGT et CFDT.

Après ces journées de travail, la coordination organisera le samedi 11 septembre à 17 H, à Lip, une conférence de presse où sera tiré le bilan de cette réunion.

IMRO

Un numéro de « Spécial licenciements »

ON NE BAISSÉ PAS LES BRAS, ON CONTINUE

Le 16 juillet 1976, les travailleurs en lutte qui occupaient l'imprimerie rouennaise depuis un an contre leur licenciement ont été expulsés par la police.

En septembre 76, l'usine est toujours occupée par les flics. Les travailleurs décident de sortir un nouveau numéro de leur journal de lutte « Spécial licenciements ».

Sur quatre pages grand format, ils y reprennent les éléments essentiels de leur lutte depuis septembre 75. Ils reviennent en particulier sur les positions qui les ont opposés à la fédération du livre CGT.

« Aujourd'hui nous sommes devant les portes blindées, gardées jour et nuit par les hommes du pouvoir, avec pour perspective un abonnement prolongé à l'Agence nationale pour l'emploi. Nous refusons cette situation. Nous n'avons rien à attendre non plus de cette revendication cocardière que l'on avance dans nos instances fédérales : rapatriement des travaux effectués à l'étranger. Oh miracle, la solution de l'emploi dans le livre se trouve dans cette exigence. Mais on ferme les yeux, on ne veut pas poser les véritables problèmes des travailleurs des imprimeries de ces pays ».

Ils se défendent aussi contre les accusations de l'UD-CGT d'avoir été « manipulés » dans la conduite de leur lutte : « L'entreprise était ouverte en permanence à tous ceux qui soutenaient notre lutte sur les



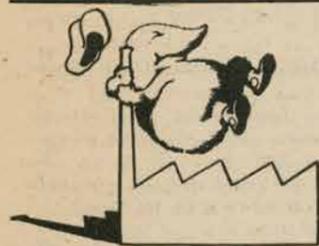
bases et les modalités que nous avons décidées démocratiquement en Assemblée générale. Peut-on dire que nous avons été manipulés ? Non ! Nous avons discuté avec tous ceux, toutes les organisations progressistes qui sont venues nous voir... ».

Ils font aussi appel à la continuation de la solidarité de l'ensemble des travailleurs : « Nous avons le sentiment d'avoir accompli notre devoir de travailleurs en lutte et nous appelons l'ensemble des travailleurs à nous soutenir dans notre combat, contre le patronat et le pouvoir qui veulent faire payer la crise aux travailleurs. ».

cinéma et de la télévision, ont fait un film « destiné à montrer et expliquer pourquoi, comment, quand et où ils luttent ». Ce film sera présenté à la presse le 22 septembre à 10 heures, au siège de la CGT, rue Lafayette.

ENGELHERD

• Les 200 employés de l'imprimerie Engelherd d'Angoulême ont décidé mardi de poursuivre le mouvement déclenché depuis la veille avec occupation des locaux. Ils demandent une réorganisation des horaires de travail, une augmentation de 4% et une prime de panier.



PARISIEN LIBÉRÉ

• Pour populariser leur lutte, les travailleurs du Livre du « Parisien Libéré » avec l'aide bénévole des réalisateurs et de techniciens du

TRIBUNE des luttes

Syndicats CGT et CFDT
du ministère de l'industrie et de la recherche

Paris, le 6 septembre 1976
Communiqué de presse

Renvoi du secrétariat général du syndicat CGT du ministère de l'industrie et de la recherche.

Les syndicats CGT et CFDT s'élèvent contre un cas de répression antisyndicale caractérisé : ce cas concerne le Secrétaire Général du Syndicat National CGT du MIR, Jean Laganier, par ailleurs Administrateur de l'INSEE mis à la disposition du MIR depuis 7 ans.

Sous prétexte d'économies et à la faveur de l'été, le Directeur de Cabinet de M.d'Ornano veut renvoyer purement et simplement ce responsable syndical à l'INSEE.

Ce cas n'est pas isolé : dans de nombreux secteurs de la Fonction Publique, les atteintes aux droits syndicaux se multiplient, pendant que l'arsenal répressif est complété par de nouvelles circulaires restreignant les libertés des fonctionnaires (circulaires Chirac de 8/10/75 et du 3/2/76.)

A l'heure où les non-titulaires et les agents en position statutaire mal définie prolifèrent dans les Ministères, une protection légale des responsables syndicaux dans la Fonction Publique est de plus en plus nécessaire.

L'ensemble des organisations syndicales représentatives CGT, CFDT, CGT-FO, CFTC, SNC, Autonome du MIR et du MCA ne peut tolérer une telle atteinte aux libertés syndicales. Elles considèrent que c'est ainsi le mouvement syndical tout entier qui est visé, et l'ensemble des personnels dans son droit à s'organiser.

C'est pourquoi elles mettront en œuvre tout ce qui est en leur pouvoir pour faire échec à cette manœuvre.

ENQUETE: ETRE EXPLOITE AUX PTT

4/ MINI-FOYERS - CASERNES

Les PTT constituent aujourd'hui un enjeu considérable pour la politique de rentabilisation et de privatisation dont rêvent le patronat et le pouvoir. Les centres de tri sont placés directement au centre de la restructuration de ce secteur. Il s'agissait, après la grande grève de 1974 de désamorcer la combativité et de diviser les gros centres en autant de petites unités dispersées en banlieue. 700 à 1000 travailleurs d'une moyenne d'âge très jeune de 18 à 25 ans dans des banlieues loin de tout, tout ce monde se retrouve dans les mini-foyers installés par les PTT.

A Trappes, quasi 60 % des gars vivent des les « mini-foyers », à 6 par appartement, répartis dans trois cités distantes environs de 5 km du centre de tri. Pour se faire une idée des conditions de vie que l'administration réserve aux postiers des nouveaux centres, c'est pas difficile, trier est si machinal que les discussions vont bon train devant le casier.

L'unanimité se fait sur le ras-le-bol d'un mode de vie concentrationnaire. Le problème c'est pas d'être lourdé au bout de deux mois, c'est de ne pas pouvoir partir, faute de logements dans la région. « Tout le monde se plaint, a envie de se tirer, la caserne ras-le-bol, moi, j'en sors du service, je ne pensais pas que c'était pour remplir avec les PTT ». Entre ceux qui en sortent tout juste et ceux qui vont y aller, la comparaison avec l'armée est naturelle, tant sur le règlement, l'attitude de la direction des mini-foyers, que sur la déprime qui s'installe. Les pratiques de la direction ont ulcéré bien des gars quand au début « sans s'annoncer les mecs pénètrent dans le mini-foyer, ils ont les clés et en plus le double des clés des armoires. Ils font le tour des piaules, font des remarques sur la disposition du matériel, telle chaise ne vas pas là... telle table, etc. quand tu te réveilles dans ces conditions, tu comprends que le boulot te poursuit partout, que les PTT te bouffent la vie ». Après les protestations véhémentes que de telles pratiques avaient suscitées, la direction doit maintenant accorder un délai de deux jours avant les inspections où « l'on est tenu de maintenir les trucs propres pour les visites, c'est l'adjudant, la revue de détail, l'armée quoi ! En plus, régulièrement, il y a des appréciations portées sur la tenue des apparts ».

Ce contrôle très serré, l'administration le fait partager à des postiers eux-mêmes qui sous le titre de « correspondant » sont en fait invités à appliquer les menées répressives. Après quelques mois d'expérience les correspondants de deux des cités, la Villedieu et les Sept-Mars ont remis leur démission, il y a une semaine. Peu enclins à faire fonction de maréchal-des-logis, ils préfèrent rester postiers !

Un règlement policier

La direction s'appuie sur un règlement intérieur strict dont chacun est tenu de respecter les termes après les avoir contre-signés en entrant dans le foyer. Le droit de visite est interdit en dehors de la salle commune, le salon.

Ainsi, il y a eu menace, vite contrée, on va le voir, de fermer tout un appartement et de mettre à la rue ses occupants parce qu'au cours d'une des visites imprévisibles une fille avait été surprise dans le lit d'un des occupants. « Je ne suis pas indicateur, je suis postier ! » répondit l'un des locataires aux questions pressantes du membre de la direction qui voulait lui faire avouer le nom de son camarade momentanément sorti. Contre l'ordre moral, la riposte n'a pas traînée. « On balance 300 tracts avec la CGT, on commence par les cars, on continue sur le centre, l'administration écrase le coup ».

Diviser pour régner

L'administration est consciente des dangers que peut représenter une communauté même imposée de travailleurs, qui poseraient collectivement de tels problèmes sur l'entreprise même. Ainsi au mépris de l'intérêt le plus élémentaire des locataires, les attributions de foyers se font arbitrairement. En règle-générale, les regroupements par brigade ou par affinité sont refusés et le seul motif pour permettre de foyer c'est l'antipathie qui pourrait exister entre certains. La première conséquence du « diviser pour régner », c'est l'aggravation des conditions de vie.

« C'est infernal, les matins où je peux dormir, ceux qui vient avec moi mais sont de la brigade inverse débarquent à 6 H, bouffent ou se douchent, les murs de la cuisine, de la salle de bain touchent ceux des piaules, tout l'appart est réveillé et le lendemain c'est notre tour ». Surveillance tâtonne, règlement intérieur, ordre moral des PTT sont entièrement responsables. « On a même pas la consolation que ce soit gratuit. On paie jusqu'à 28 000 balles, on a été augmenté de 50 F., il y a un mois, dans un truc où on est 6, sans avoir le minimum de prérogatives que peut avoir un locataire quand il prend un studio dans un HLM. Et encore, il faudrait dire merci d'après eux. Ils disent qu'ils nous dépannent, tu parles, c'est eux qui nous déportent, c'est à eux de payer ».

Cadenassés dans un ghetto

Et tout ça prend très vite des allures de ghetto, pas d'équipements sportifs, pas de club pour se rencontrer aucun lieu de contact d'échange, dans cet urbanisme inhumain, avec d'autres groupes sociaux. « C'est le cercle, les gars sont pris dans quelque chose dont ils ne peuvent pas sortir. Un truc les

renvoie à un autre truc. Le seul lieu où on peut se voir c'est le troquet de la cité ».

En dehors des échappées en province, ils sont cadennassés là-dedans. C'est la névrose latente. Le mal du pays, l'ennui, la déprime aux alentours de 22 ans, ça fait rue dans les brancards. « Il y a nécessité de trouver des exutoires à tout prix. Ça entretient l'alcoolisme massif. Régulièrement des beuveries sont organisées. Il y a l'alcoolisme chronique et puis par moment ceux qui s'éclatent à la bière ou à autre chose. Le premier prétexte se présente, le match de foot par exemple, on saisit l'occasion pour se pinter, s'extérioriser autour des bâtiments ». Mais là aussi, l'administration veille et s'appuie énormément sur le fait que les voisins gueulent pour faire pression.

Mener la lutte

La sensibilité est exacerbée. Ce sont de petites souffrières que l'administration entretient là. Elles risquent de lui pêter dans les doigts. Les syndicats ont peu fait jusqu'à présent pour pousser à une prise en charge collective des problèmes qui se posent à chacun des locataires. Et pourtant leurs conditions de vie des intéressent autant et sûrement plus pour beaucoup que les nombreuses revendications sur le lieu de travail. Réunir les locataires, élaborer une plate-forme revendicative, opérer la liaison avec les mini-foyers des autres banlieues est une tâche urgente pour construire le rapport de force avec tous les travailleurs sur l'entreprise même. L'abrogation du règlement policier, le droit de visite complet, le regroupement par affinités, des équipements socio-culturels, la gratuité des foyers, sont parmi les revendications les plus importantes.

L'administration déracine, isole, divise les travailleurs. Elle se retrouve ici en pleine contradiction, dans une situation où c'est collectivement que les travailleurs perçoivent les conditions de vie qui leurs sont faites. C'est l'administration qui, par son omniprésence, se fait le fossoyeur de l'idée mystificatrice du fossé qui existerait entre la sphère de l'entreprise et celle du cadre de vie. La lutte sur nos revendications, sur le cadre de vie, doit permettre de combler ce fossé au profit de la prise de conscience collective sur la politique de l'administration.

Déraciner en isolant c'était une politique. Regrouper les déracinés c'est une faute que l'administration se rapprochera sûrement !

F. M.

Les effectifs de la rentrée scolaire

L'ascension des maternelles et de l'enseignement technique

Le ministère de l'Éducation a rendu publiques, le 8 septembre, ses prévisions d'effectifs pour l'année scolaire 1976-1977. Elles tiennent en deux petits fascicules, instructifs par delà l'énoncé enivrant d'une cascade de chiffres. A un an de l'entrée en application de la « réforme Haby », les statistiques ont en effet leur importance. Alors que les textes officiels, en particulier la loi votée en juillet 1975, restent vagues, elles sont, elles, éloquentes.

10 520 000 élèves gagneront, le 14 septembre prochain, l'école, le CES, le lycée ou le CET. Ils seront 70 000 de plus que l'an dernier. Une augmentation comparable à celle de la rentrée 1975. Mais la stabilité des effectifs recouvre des processus diversifiés. L'augmentation tient essentiellement à une scolarisation croissante en maternelle et à une faveur grandissante de l'Enseignement Technique court ou long. Alors qu'inversement les effectifs baissent dans l'enseignement élémentaire (du cours préparatoire au cours moyen) et dans le second cycle long de l'enseignement général (les lycées « classiques »).

L'irrésistible ascension des maternelles

Il y a dix ans moins de 50 % des enfants de 2 à 5 ans étaient scolarisés. Le pourcentage sera cette année de 77,5 %, ceux de 5 à 6 ans étant scolarisés à 98,9 %. Derrière cette progression, on devine l'évolution de la famille sous l'impact du développement du travail féminin.

Un enjeu

Le poids direct de la structure familiale dans la prime éducation est relativisé, et les maternelles deviennent un enjeu incomparable. Elles n'en posent que plus de questions : quelle organisation collective des parents qui durant la journée travaillent, comment peuvent-ils intervenir dans le processus éducatif, quels rapports avec les institutrices, comment faire face aux solutions gouvernementales, aux problèmes d'emploi ainsi soulevés (projet - avorté -, des aides institutrices), comment imposer que les maternelles ne soient pas des garderies ou des parcs à enfants ?

Le CET, avant l'usine

La croissance des effectifs de l'Enseignement Technique, court ou long, illustre l'évolution progressive du système éducatif sous les coups des différents projets gouvernementaux. Car, si aucune réforme d'ensemble n'a encore été appliquée, des plis ont été pris. Leur orientation est claire : adapter une école coûteuse et imparfaite aux besoins des entreprises en main d'œuvre. Plus précisément, suivre l'évolution de la division du travail entre manuels et intellectuels qui régit la société capitaliste, et, partant, son École. Le « succès » de l'Enseignement Technique correspond au besoin croissant d'un encadrement intermédiaire, ayant acquis une formation professionnelle diversifiée, permettant les reconversions rapides imposées au patronat par la concurrence et les difficultés économiques. Que ces qualifications ne soient pas reconnues par les patrons, à l'instar du BEP en deux ans non reconnu dans les conventions collectives, n'est que tout bénéfice !

lui seul croit de 23 000), au sein duquel les sections scientifiques sont priorisées (plus de la moitié des bacheliers admis cette année l'ont été dans les séries C, D, D', et E).

L'École de Jules Ferry, celle de l'humanisme des Belles Lettres et de la coloniale est bien morte. Celle qui lui succède doit marcher au rythme de l'économie, répondant en souplesse et sans rechigner aux besoins du marché du travail. Pour simplifier et parce que c'est le fond de l'affaire : aux besoins des patrons. J.Krasny

Au rythme de l'économie

Cette évolution s'accompagne d'une réduction des effectifs dans l'enseignement général (2 000 de moins alors que le technique long à

Ne collez pas Scotch !

Un tube de colle Scotch, universelle, liquide et transparente, ça a tout l'air inoffensif. Cela pourrait même paraître mignon avec ces couleurs rouges et vertes de kilt écossais. Détrompez-vous : la colle Scotch est dangereuse, d'autant plus qu'un des péchés mignons des enfants est d'en manger, de s'en tartiner les mains pour mieux les sucer après. Selon le numéro de septembre de « Que Choisir » deux tiers des solvants sont toxiques, soit 65 % du poids total du produit. Et, bien sûr, aucune indication de toxicité ne figure sur le tube. Parmi ces solvants : l'acétone qui provoque une dépression du système nerveux autant qu'un somnifère et à faible dose donne une sensation d'ébriété, pouvant aller jusqu'au délire. Le Méthyl Ethyl Cétone, qui représente, à lui seul, 70 % des solvants, est encore plus toxique. Outre une action semblable sur les nerfs (ébriété, confusion, dépression), il peut irriter la peau, et contenir une impureté redoutable pour le sang et le foie, le Nitro Propane.

Les nouveautés de la rentrée

LA MORALE PAR LES CAHIERS DE TEXTE



HABY EN APPELLE A LA SOLIDARITE SCOLAIRE

Conférence de presse de rentrée, hier 8 septembre, de M. Haby, ministre de l'Éducation. Thèmes essentiels : appel au calme et à la modération, mise en garde contre la contestation. « Je ne souhaite, a-t-il déclaré, que cette rentrée se déroule dans un calme justifié par l'importance de l'effort consenti. Une rentrée est une opération difficile, il pourrait se poser des problèmes imprévus... » Si un Ministre en appelle au calme avant que la tempête n'ait pointé son nez, il ne doit

pas avoir la conscience tranquille. Il est vrai que, pour lui « imprévus », les problèmes de la rentrée sont, pour d'autres, déjà parfaitement identifiables : licenciements de Maîtres Auxiliaires, coût d'une scolarité non gratuite, classes surchargées, refus de l'austérité et des applications de la réforme.

Quand Haby déclare, « Je prends l'engagement qu'ils seront résolus », ce n'est donc pas trop s'avancer que de considérer qu'il ment.

Quel élève de 6^e ne skst pas appliqué en écrivant pour la première fois sur son cahier de textes tout neuf ? Symbole de la stricte organisation du temps par l'école, rythmant leçons et devoirs, dictant les penums « à faire à la maison », la découverte du cahier de textes est associé à l'entrée dans l'enseignement secondaire. Parmi vos dépenses de la rentrée des classes, il sera un achat inévitable. Les éditeurs, rapaces et attentifs à leurs profits, en ont tiré la leçon.

Sommaire, avec son emploi du temps et son découpage en six jours du lundi au samedi, le cahier de textes courant, est meilleur marché !, est en effet détrôné par des produits plus sophistiqués, séduisants et coûteux. Quo vadis lance son modèle de la taille d'un calepin. L'agenda Oxford, émaillé de devinettes et de définitions empruntées au Petit Larousse, fait recette depuis plusieurs années. Mais c'est surtout le dernier né, lancé aujourd'hui par les éditions Magnard qui a attiré notre attention. En évidence dans toutes les librairies scolaires, TBM 6 (Tableau de bord Magnard 6^e) ne se limite pas à quelques gadgets pour justifier un prix plus élevé. Ses prétentions sont plus grandes : être un outil pédagogique à part entière. Et sous prétexte de guider le travail de l'élève, diffuser de bonnes vieilles valeurs moralisantes. La morale par le cahier de textes, il fallait y penser.

La présentation de TBM 6 donne le ton : être un atout de réussite dans une période où les enfants sont si vulnérables et ainsi rendre l'enfant plus facile à vivre. Les premières pages lèvent toutes ambiguïtés. Sous la rubrique « Où vais-je ? », on lit : Objectif rapproché, fortifier les points faibles. Objectifs intermédiaires, leçons sues, devoirs réalisés. Objectif final,

entrée en 5^e. La compétition est reine et le but de TBM 6 est d'organiser le travail de l'élève pour qu'il tienne son rang. Pour cela, il faut suivre un dédale de petites recettes, qui vont du cartable à faire la veille au soir, au réveil à heures fixes, en passant par l'importance de ne manger ni trop, ni trop peu.

Puis vient la morale brute du respect du travail (*travaillons c'est souvent amusant*) à la dévotion familiale (*ceux qui m'aiment : mes parents*). Le professeur : Il faut bien se présenter à lui... s'intéresser à lui... comprendre l'orthographe de son nom... gagner son estime. Il faut aussi comprendre le rôle du chef de classe qui « qui est responsable de la discipline », en permanence toujours « demander la permission au surveillant » si l'on veut bouger, savoir « à quoi servent les notes » et apprendre à « se noter soi-même ». Ces merveilles te permettront d'« éteindre les petits feux rouges ». Exemple : s'il y a un chahut dans la classe, le « petit feu rouge » est un « travail supplémentaire » ou un « avertissement », qui te fera comprendre qu'il appartient à chacun de respecter : le cours, le professeur, les camarades ». On ne l'a pas inventé.

Un conseil : méfiez-vous des cahiers de texte soupoudrés de commentaires et de fioritures. Au lieu d'ouvrir l'esprit critique, ils enchainent à l'école telle qu'elle est.

J. K.

ACHETEZ ROUGE TOUS LES JOURS DANS LE MEME KIOSQUE



L'ex-conseiller de l'ex-premier ministre

ARMÉE

LES BONNES TRADITIONS SE MAINTIENNENT

Trois appelés de la Base aérienne 116 de Luxeuil, Meyer, Barrat et Wechenheim ont été mis récemment aux arrêts de rigueur. Ils sont soupçonnés par la hiérarchie d'avoir participé à la rédaction et à la diffusion du bulletin du comité de soldats de la base. Ce bulletin, dans sa dernière livraison, comprenait entre autre un appel émanant de plusieurs sous-officiers manifestant leur solidarité à la lutte des appelés; des informations sur la vie quotidienne de la base et en particulier sur les conditions d'encasernement au Centre d'Instruction lors des classes; une plate forme revendicative à propos des transports.

La CFDT de la Haute Saône a pris position en faveur des 3 appelés réprimés. Elle s'indigne particulièrement du silence que l'armée fait régner autour de ces arrestations. L'UD-CGT a également pris position en ce sens. Elle précise que si l'armée ne réexamine pas sa position dans cette affaire le syndicat « se verra dans l'obligation d'appeler la classe ouvrière de la Haute-Saône à manifester sa solidarité ».

Les comités de soldats en Allemagne TROIS APPELES EN TAULE A LUXEUIL

Durement frappés par la répression lors de l'affaire de la Cour de Sûreté de l'Etat, les comités de soldats en Allemagne n'ont jamais interrompu leurs activités. Il est même particulièrement encourageant de constater que deux des comités les plus anciens, celui de Spire et celui de Landau restent parmi ceux qui manifestent le plus leurs capacités offensives. Leurs dernières publications l'attestent bien.

Spirate-rouge d'abord, journal des comités de Spire, qui sort à peu près mensuellement. Il est commun aux comités du 10^oRG et du 1^{er} Spahis. « L'intérêt de cette jonction, expliquent les camarades dans leur n°14, est de renforcer les comités par leur travail commun: le mouvement des soldats doit tendre vers une lutte de masse. Cela permet un échange d'expériences et d'affirmer que les soldats ne sont pas isolés chacun dans leurs unités respectives, mais qu'ils ont des objectifs de lutte communs à tous, exposés déjà dans l'Appel des 100 (...) Les comités demeurent indépendants l'un de l'autre du fait de leurs problèmes spécifiques, ce qui veut dire qu'aucune condition n'est imposée à l'un par l'autre quant au contenu de Spirate. La seule exigence est celle d'un fonctionnement démocratique à l'intérieur des deux comités. Spirate Rouge se veut être une tribune libre en restant un journal de lutte ».

Pourquoi la « crevure du mois » ?

Dans le même numéro, les camarades de Spirate Rouge font une

mise au point sur leur célèbre chronique « la crevure du mois ». Elle a fait beaucoup parler d'elle. « Une circulaire confidentielle invite tous les cadres qui ont eu l'honneur d'être élu à porter plainte ». Cela dit, cette chronique est conçue avant tout comme un « droit de réponse » aux brimades incessantes. « Nous ne pensons pas que tous les cadres sont des crevures. La lutte que nous menons n'est pas une lutte contre l'encadrement (...) Nous savons que quelques uns parmi les cadres ont senti que la lutte des soldats pouvait leur apporter des avantages et certains ont commencé à manifester leur mécontentement ». La « crevure du mois » est donc conçue comme un moyen pour faire progresser la prise de conscience d'une partie de l'encadrement en les démarquant de ceux qui continuent à traiter les appelés « comme des chiens ».

La jonction nécessaire

Cette préoccupation de jonction se retrouve également dans Les boeufs voient rouge, journal des comités de Landau, qui publie l'interview d'un sous-officier. « Une très petite minorité d'entre nous est intéressée par les comités, voire décidée à les soutenir. Mais la plupart sont hostiles. A chaque fois que les appelés obtiennent quelques avantages par la lutte, les engagés voient leur autorité mise en cause ».

Les dernières parutions de ces comités s'adressent plus particulièrement aux nouveaux incorporés. Ils tendent ainsi à assurer une continuité de lutte, un maintien des acquis de résistance organisée sur les casernes.

J.F.V

Le sport à la fête de l'Huma

LA MAIN TENDUE A DRUT

« Casanas, Juantorena et Stevenson, les médailles d'or et d'argent cubains recevaient une belle ovation lors de leur présentation au public, tout comme Guy Drut » (L'Humanité 8 septembre)

C'était mardi soir à Saint-Denis au stade devant 4000 spectateurs, à la deuxième soirée du Festival Sportif patronné par la fête de L'Humanité. Guy Drut était là, spectateur vedette, comme promis. Ce soir-là il n'a pas été « homme politique ».

Le PC peut être fier de sa réussite: amener l'ancien conseiller personnel de Chirac à ses réunions, il fallait le faire! D'autres fêtes de L'Humanité s'étaient illustrées avec Miréille Mathieu par exemple, voilà Drut.

Un fête sous le signe du sport. Les publicités de L'Huma-Dimanche annoncent: « le plus grand rassemblement de médaillés olympiques au retour de Montréal, à la fête des 11 et 12 septembre ». 24 médaillés d'URSS, 11 de RDA, 2 de POlogne, 4 de Hongrie, « parmi d'autres champions ». Dans L'Humanité plus de la moitié des textes sur la fête sont des textes sportifs. Les titres: « le grand décathlonien soviétique Avolov salue la performance de Guy Drut » « A Ivry ce soir ouverture de la fête du corps ». Et des petits morceaux de lyrisme: « Tout a commencé à l'aéroport du Bourget (...) lorsque l'avion qui assure la liaison Paris-Moscou s'est posé. A son bord une constellation d'étoiles. D'aucuns pourront suggérer qu'aux astres brillants s'était joint un continent tout entier ».

La main tendue à Drut

Les Jeux Olympiques ont été l'occasion pour le PC d'apparaître comme le défenseur de l'indépendance nationale, d'accuser le pouvoir d'être le responsable des échecs de « notre pays ». A ce titre la Fédération Sportive et Gymnique du Travail (particulièrement active dans les bastions du PCF) a une analyse des plus claires: « Où est donc le mal qui ronge la patrie de Pierre de Coubertin? ». « Les conditions dont a pu bénéficier Guy Drut ne devraient-elles pas être à la disposition du plus grand nombre dans un pays comme la France? ».

Guy Drut partout. Drut l'avenir du sport pour les travailleurs. Drut le gaulliste, le Français porte-drapeau... qui trouve sa place à la fête de l'Huma. L'analogie n'est pas lointaine avec la main tendue aux gaullistes, pour mener ensemble une politique d'indépendance nationale...

De façon subtile, mettre la fête de L'Huma sous le signe du sport, c'est en faire la fête du Parti National « sans lequel l'avenir démocratique et socialiste resterait un rêve » (I. Salini). Et Drut lui-même, qui n'est pas un pois sauvage sans cervelle, doit bien savoir ce qu'il fait.

Internationalisme ?

Nouvelle étape du festival sportif, ce soir à Saint-Ouen aux Palais des Sports, le festival de la FSGT sous le patronage de L'Humanité. Ce sera la fête de « l'internationalisme des temps modernes capables de rassembler dans le cadre d'une grande manifestation socio-culturelle à dimension sportive tous les pays, tous les hommes, tous les sports » (Sports en plein air, journal de la FSGT). Un internationalisme d'indifférente coexistence.

Le PCF a donc fait le choix un énorme effort pour organiser, sous les yeux de ses militants, un spectacle d'un olympisme vivant, au moment où la bourgeoisie se prend sérieusement à douter de ses valeurs olympiques.

La portée nationale de la fête, elle, trouve un solide appui, la France n'ayant que quatre ans avant Moscou, pour retrouver dans le sport sa place de « patrie de Pierre de Coubertin »...

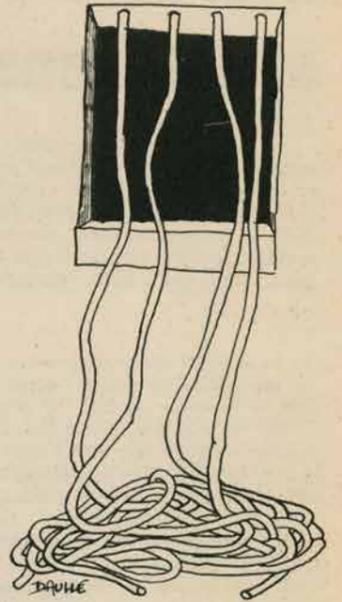
P. Verdon

L'APOLLON ET LE MUTILE



Il y a ceux à qui le sport porte chance, et puis il y a les autres. Dans la première catégorie, notre Apollon du Belvédère, Guy Drut à qui vient d'être décerné le prix de légalité masculine. En voilà qui, bien orienté, jouera bientôt les rôles de jeunes premiers avec Nathalie Delon dans les navets à la mode. Dans la seconde catégorie, l'ex-jeune premier de la course automobile, Niki Lauda qui reprend le volant après son accident sur le circuit de Nurburgring: mutilé, défiguré pour la vie.

les temps modernes



Obstiné

Philippe LUQUET qui s'est vu refuser le statut d'objecteur de conscience et qui vient de terminer ce matin une peine d'un an de prison est transféré aujourd'hui même dans une caserne de la prévôté de Paris. Il est vraisemblable qu'il refusera une fois de plus de porter l'uniforme.



Une grande claque dans le dos

André Fosset, éphémère ministre de l'éphémère ministère de la qualité de la vie, a été reçu hier après-midi par Giscard. Celui-ci lui a assuré que son départ du gouvernement « n'impliquait à son égard aucune considération désobligeante » et qu'il souhaitait le voir à nouveau occuper son siège de sénateur. La qualité de la vie passe, les bonnes manières restent.

Le pécule de l'employé modèle

En faisant plusieurs faux en écritures, un employé modèle de la Caisse d'épargne de Longwy-Haut (Meurthe et Moselle) a réussi à se constituer un joli petit pécule (220 000F) en quelques mois. M. Gaston Vigneron a vu son bas de laine se vider d'un coup, après le passage des gendarmes venus l'arrêter sous l'inculpation de détournements de fonds et abus de confiance. Ecroué à la prison de Metz, il aurait refusé un poste de comptable dans l'administration pénitentiaire.

Dans le cadre de la « 5e université occitane d'été » qui se déroule actuellement à l'Université St-Charles de Marseille, ce soir, à partir de 21 heures, au Théâtre Torsky de Marseille aura lieu une soirée organisée au profit des réfugiés politiques chiliens.

(correspondant)

Ce soir sur l'A 2 LES INDIENS PARLENT

« Nous parlons...vous écoutez » : c'est le titre du film que Michel Davaud, Robert Jaulin et Xavier Vautin ont ramené de la « deuxième convention internationale des traités indiens ». Programmé ce soir, à 22h10, bien tard une fois de plus, sur Antenne 2, c'est loin d'être un film mineur, sur fond d'aimable folklore.

Face à l'ethnocide à grande échelle réalisée aux Etats-Unis, les indiens ont réagi. Ce soir, sur Antenne 2, ils prennent la parole.

Mercredi 16 juin 1976 : les Etats-Unis d'Amérique s'apprétaient à célébrer en grande pompe leur bi-centenaire. L'attention des médias était mobilisée par les événements du Liban où la résistance palestinienne était en train de se faire massacrer. Rares ainsi furent ceux à savoir que venait de s'ouvrir à Greenwood (Dakota du Sud), sur la réserve indienne de Yankton, la « deuxième convention internationale des traités indiens ». Qui, d'ailleurs se soucie encore des indiens aujourd'hui ?

Précédée de quatre jours de « Danse du Soleil », danse sacrée traditionnelle interdite par le gouvernement des Etats-Unis en 1890 - toujours interdite - qui n'avait pas été dansée dans cette réserve depuis, la conférence a commencé par une prière du leader spirituel de l'American Indian Movement (1), Léonard Crowdog.

Un campement où se mélangent les tentes et les tipis a été installé sur les bords du Missouri. Plusieurs centaines de personnes sont là et forment des groupes qui se rassemblent autour des feux pour discuter, manger, écouter de la musique, chanter... Dans les villes avoisinantes presque toutes les chambres de motels disponibles ont été réquisitionnées par le FBI, le SWAT (les brigades d'intervention américaines) et la brigade anti-gang locale. Pour éviter tout incident et mettre en échec une éventuelle provocation, des groupes de sécurité ont été mis en place à l'entrée du campement. Alcool, drogue et armes sont interdits dans l'enceinte du camp...

Des nations souveraines

Depuis la première convention, qui s'était tenue en 1974 à Standing Rock, à laquelle participaient 3 000 indiens représentant 91 nations indiennes, celles-ci se sont efforcées par le biais de l'« Office international des traités indiens » de se faire admettre, puis reconnaître par l'ONU, en tant que nation souveraines.

Le chef de la tribu Yankton qui reçoit la conférence, Jimmie Dukham, fait

UNE SOUFFRANCE JAMAIS COMPRISE

« Pieds nus sur terre sacrée »

Textes réunis par T.C. Mc Luhan
collection Médiations
Denoel-Gonthier.

Du Mississippi au Nouveau Mexique et à l'Alaska, Edward Sheriff Curtis a partagé pendant plus de trente ans (de 1896 à 1930) la vie de plus de 80 tribus indiennes. Il prit plus de 40 000 clichés et enregistra plus de 10 000 chants et cérémonies rituelles. Ce travail colossal a donné naissance à une œuvre de 40 volumes « L'Indien d'Amérique du Nord » qui, à cause de son coût (1,5 millions de dollars à l'époque), ne fut tirée qu'à 270 exemplaires.

L'environnement

Teri Mc Luhan a retrouvé ce témoignage irremplaçable rapidement tombé dans l'oubli. L'auteur a de plus consacré le plus clair de son temps à l'étude de la vie et de l'œuvre de Curtis. Dans son introduction, « L'Esprit de la terre », nous présente lui-même son livre :

le point sur l'état des relations avec l'ONU : « Après la convention de Standing Rock, nous avons demandé un statut aux Nations Unies, dans les organisations non-gouvernementales. Ils nous ont dit que la première chose à faire était d'avoir un bureau à New-York, ce que nous avons fait. Là nous nous sommes aperçu combien les Etats-Unis pesaient sur tous les peuples du monde... »

« Il n'y a pas un peuple au monde qui ne se batte contre les USA. Si l'on regarde une carte du monde on voit cette toute petite tache blanche qu'est l'Europe, d'où sont venus les blancs, et à côté cette grande Amérique du Nord et du Sud, l'Afrique, l'Asie, l'Australie... On voit que les blancs sont venus de ce tout petit point qui envahit le reste et que, partout dans le monde, les pays se battent pour leur liberté. Ces luttes se poursuivent à l'ONU ».

L'ethnocide

On le voit, ce n'est pas toujours la clarté politique qui l'emporte. Aussi la lutte que mènent les indiens d'Amérique peut-elle parfois prêter le flanc à la critique. Bon nombre d'illusions réformistes notamment n'ont pas disparues encore de ses rangs et ont parfois donné naissance par réaction à une phraséologie révolutionnaire quand ce n'est pas au développement de groupes ultra-gauches.

Il serait faux pourtant de ne prendre en considération que cela. Et le film que

nous présente ce soir Antenne 2 doit retenir toute notre attention. Non par sympathie pour une question qui, à première vue, semble plus rattachée à l'histoire qu'à l'actualité immédiate. Cette vision des choses est totalement erronée. Si les 91 nations indiennes ont entrepris de se faire reconnaître par l'ONU, ce n'est pas seulement pour faire valoir leurs droits historiques sur tout ou partie du sol américain. C'est aussi avant tout pour tenter de mettre fin, non pas demain mais aujourd'hui, à un véritable ethnocide qui se poursuit, sans que personne n'y ait trouvé à redire, depuis trois siècles.

Ils se battent pour que cesse l'exploitation des hommes par d'autres hommes. Lequel d'entre nous ne se reconnaîtrait dans leur combat ? Certes leur langage n'est pas le nôtre. Ce n'est pas celui du militant : il nous surprend. Mais renouant avec les formes d'expression de la langue indienne il est plein d'une poésie qui donne aux mots une force qu'ils ont perdu dans notre bouche.

Ils nous demandent, avec l'écrivain sioux Vine Deloria de faire le silence et de les écouter. Nous n'y manquerons pas.

Julien Tonnac

Un comité français de soutien à AIM existe à l'UER d'ethnologie de l'université de Paris VII, 2, place Jussieu 75005. BNP compte bancaire 6905.

(1) American Indian Movement : mouvement indien créé en 1968 pour que les différentes nations indiennes puissent recouvrer leurs droits (voir Rouge n°52)



Les obsèques de Nelson Small Legs, l'un des leaders de l'AIM, qui s'était donné la mort pour dénoncer les conditions de vie imposées aux Indiens.

« La souffrance de l'Indien assistant à la mort de son mode de vie n'a jamais été complètement comprise par l'homme blanc et ne le sera peut-être jamais. Quand Héhaka Sapa (Black Elk), prophète sioux Oglala, évoque « la beauté et l'étrangeté de la terre », il faut y voir une marque de vénération pour l'environnement quotidien : un environnement en interdépendance étroite avec la vie de l'Indien. L'anéantissement des troupeaux en liberté, l'invasion des terres ancestrales entraînent le dépérissement et la mort d'une certaine forme de volonté, d'un certain état d'esprit des peuples indiens. Les indiens n'ont pu être arrachés à leurs lieux d'existence, n'ont pu changer de mode de vie sans subir un appauvrissement spirituel grave. »

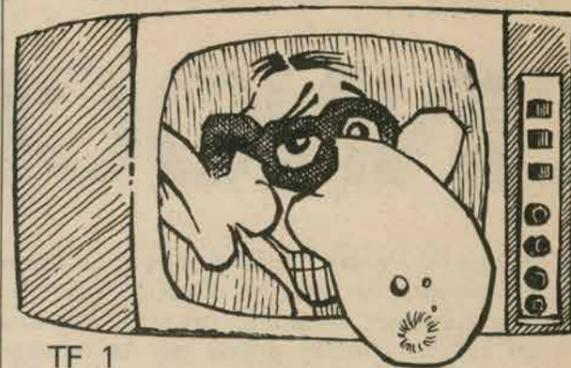
Le souvenir

« Dans ce livre, les Indiens parlent eux-mêmes de la qualité de leur vie. Les extraits présentés proviennent de »

discours et d'articles plus récents d'Indiens vivant dans toutes les parties du continent nord américain, entre le XVII^e et le XX^e siècle. Ils portent une attention respectueuse à la terre, aux animaux, aux objets qui constituaient le territoire dans lequel ils vivaient ; il ne virent aucun mérite à imposer leur volonté à ce qui les entourait ; la presque totalité d'entre eux considéraient la propriété privée comme le chemin de la pauvreté, non de la richesse. Leur raison de vivre s'identifiaient dans leurs rapports réciproques et leurs relations avec la terre natale. Le souvenir donnait profondeur et résonance à cet ensemble. »

Ces voix pleines d'éloquence, de lyrisme et d'émotion, constituent un réquisitoire d'une rare violence, mêlé de poésie, contre cet « homme blanc » qui, dès qu'il eut posé les pieds sur son sol, entreprit le pillage de l'Amérique ; l'extermination de ses occupants avant que de partir — plus tard — à la conquête du monde.

J. T.



TF 1

- 12.30 L'île au trésor (feuilleton)
- 13.00 Journal
- 13.35 Programmes régionaux
- 13.50 Paul Temple (série)
- 14.45 L'imagination au galop éclate la pierre
- 17.35 Pour les jeunes
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 19.45 Le village englouti (feuilleton)
- 20.00 Journal
- 20.30 Faits divers
- Les naufragés de la mer
- 21.30 Portrait de Georges Marchais
- Par Jean-François Chauvel... ! Le modèle n'a pas l'air gêné outre mesure, pourtant Chauvel est ce que la télé a de plus extrême droite dans ses placards. Chauvel ferait passer Jacques Laurent pour un dangereux gauchiste. IL collabore volontiers avec les fafcules du PFN
- 22.30 Jazz à Juan
- Bill Evans
- 23.00 Journal

A 2

- 15.00 Flash Journal
- 15.05 Aujourd'hui Madame
- Le travail au féminin, suite
- 13.55 Mission impossible (série)
- 16.45 Le sport a ses saisons
- 17.15 Ma sorcière bien aimée (série lamentable)
- 17.45 Vacances animées
- 18.15 Ce jour là j'en témoigne
- 19 août 44
- 18.40 Le palmarès des enfants
- 18.45 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Les partis politiques
- 20.00 Journal
- 20.30 Hotel Baltimore
- les pensionnaires d'un hotel borgne menacés d'expulsion
- 22.10 Nous parlons, vous écoutez
- voir articles ci contre
- 23.00 Journal

FR 3

- 18.45 Pour la jeunesse
- 19.05 Magazines régionaux
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Tribune libre
- Homélies, mais là faut pas charrier, comme silencieux, y a pas plus muet que Michel de Saint-Pierre.
- 19.55 Flash Journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Cycle Henry King
- tant que soufflera la tempête, film de 1955. Un superbe mélo hollywoodien directed by King.
- 22.20 Journal



BULLETIN D'ABONNEMENT

Adécouper et à renvoyer au journal « Rouge », 2, rue Richard-Lenoir, 93100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM

PRENOM

ADRESSE : RUE

N°

VILLE

CODE POSTAL

PERIODE CHOISIE : Du

Au

TARIFS

FRANCE

ETRANGER

AVION : écrire au journal

1 mois

40 F

60 F

2 mois

65 F

100 F



Il publie un Livre-blanc - de luxe ! - sur l'affaire du « Parisien »

L'INNOCENT AMAURY

L'affaire du Parisien Libéré n'est pas enterrée. On en parle encore de part et d'autre. Les travailleurs grévistes viennent de sortir un nouveau numéro du Parisien Libéré-Spécial grève sur la rentrée et un ouvrage collectif intitulé « Le putsch d'Amaury-Main basse sur la presse » doit paraître incessamment aux Editions Sociales. De son côté, Amaury a envoyé gracieusement à quelques milliers de personnes du beau monde (patrons, banquiers, magistrats), un livre blanc sur le conflit intitulé « 1974-1976, la bataille de la liberté ».

Ce livre, non disponible dans les circuits commerciaux traditionnels, nous conte « l'extraordinaire aventure des 400 collaborateurs du Parisien Libéré, — rédaction, cadres, services administratifs, financiers, commerciaux — attachés à l'entreprise qui les emploie » engagés dans le « combat de la liberté », contre un syndicat, la FFTL qui « prend ses consignes à l'extérieur ».

« La bataille de la liberté »

Ce glorieux combat commence par l'attaque des acquis des travailleurs de la presse, tant sur le salaire que sur le temps de travail, acquis qualifiés par M. Amaury de « peline aberration ». Ainsi, on peut lire ce morceau de bravoure : « Une minorité d'ouvriers du livre CGT s'est arrogé à Paris un droit de vie ou de mort sur les entreprises de presse, ce dont 37 d'entre elles sont mortes depuis 44. Cette minorité s'appuie sur des conventions de 1921 pour conserver des privilèges intolérables à une époque où chacun doit travailler de son mieux et au minimum 35 à 40 heures par semaine, ce qui n'a rien de dégradant, au contraire ».

Notons tout d'abord qu'il est comique de voir Amaury attribuer au syndicat du livre la responsabilité de la disparition de 36 quotidiens depuis la libération quand cette disparition s'explique entre autres par

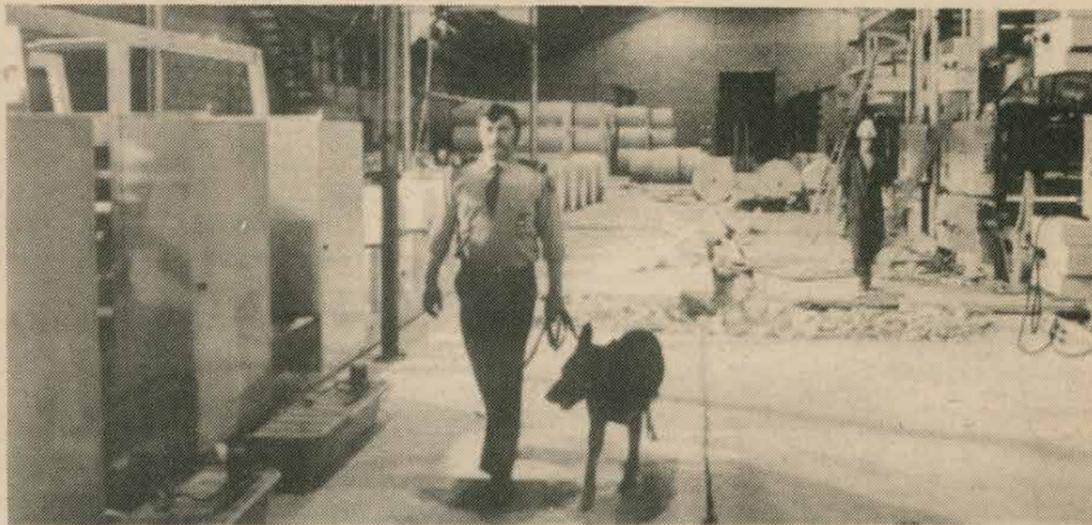
la restructuration de la presse et la constitution de monopoles à l'initiative de requins tels Amaury lui-même et son compère Hersant.

Pour les auteurs du Livre Blanc, les causes du conflit sont simples et les responsables clairement désignés : le Parisien Libéré ayant de nombreuses éditions départementales comme « L'Oise Matin », Seine et Marne Matin », etc., il ne devrait plus être soumis aux conventions collectives élaborées pour la presse parisienne. Cette entourage vult son pesant de mauvaise fois pour un journal qui jusque dans son titre s'affirme « Parisien ». La FFTL, qui refuse de remettre en cause ces acquis voit donc son intransigence dénoncée à longueur de pages.

« Le combat pour une renaissance »

La lutte qui s'engage est décrite sur le mode héroïque : le justicier Amaury, soutenu par les forces populaires que sont les lecteurs du Parisien Libéré (!) brave le monstre FFTL et réalise les exploits les plus divers pour sauver son journal, symbole de la liberté de la presse et par là même, à sauvegarder l'emploi de ses salariés.

Ainsi, le récit des magouilles d'Amaury pour sortir son journal en Belgique ou en province s'intitule « Le combat pour une renaissance ». On y lit notamment, toujours sur le



L'usine qui tire le « Parisien » est surveillée jour et nuit

mode du roman d'aventure : Jour J : 21 Mai 75, tout à coup, c'est le coup d'éclat. Le Parisien Libéré a osé passer outre à toutes les entraves. Condamné à mort, il ne lui restait pas d'autre solution. Il a trouvé en Belgique un groupe d'imprimeurs. Il a détaché sur place une équipe valeureuse qui ne se laisse pas intimider par les menaces. Daté du mercredi 21 mai, le « Parisien Libéré » est à Paris, de nouveau dans les kiosques ! ».

SPECIAL GREVE

C.G.T. F.F.T.L. F.S.M.

Les travailleurs, en lutte, de l'entreprise

Le Parisien

TRACTÉ CRITÉ PAR LES OUVRIERS EN GREVE DU PARISIEN LIBÉRÉ

C. G. T.

SPECIAL GREVE

RENTREE 76

L'OPTIMISME EST DE RIGUEUR



Un nouvel exemplaire du Parisien Libéré Spécial-Grève est sorti. Au sommaire : un éditorial sur la rentrée politique et sociale, un dossier sur l'austérité, un rappel de la journée du 23 octobre sur les jeunes et l'emploi, un article sur la presse analysant comme une victoire l'accord cadre du 7 juillet 1976 avec le patronat de la presse et enjoignant Amaury à négocier pour Le Parisien et l'Equipe, des articles sur les luttes à Cadot, à la RATP, sur l'emploi dans la Seine-St-Denis...

La solidarité

Mais le brillant héros Amaury n'en a pas fini avec l'hydre aux cent têtes de la solidarité syndicale et ouvrière. S'il est parvenu à sortir illégalement son torchon, il lui faut encore l'acheminer et le distribuer. Il se heurte alors au refus des postiers CFDT comme CGT et des travailleurs des NMPP de le distribuer.

Cette conception du syndicalisme n'est pas celle d'Amaury qui entend de donner aux lecteurs une leçon sur cette question : « Heureusement, le vrai syndi-

calisme n'est pas la caricature qu'en donne le livre CGT (...) La CGT-FO prend elle, position de façon bien différente » et de citer avec complaisance, une déclaration du bureau confédéral de FO qui dénonce la Fédération du Livre CGT.

Dans la même veine, l'Humanité Rouge, dans un article qu'Amaury se fait une joie de citer, assimile la lutte des travailleurs du Parisien Libéré à « un épisode de l'offensive révisionniste pour contrôler la presse ».

Grâce au soutien des jaunes de FO, Amaury va pouvoir monter de nouvelles imprimeries à St Ouen et à Chartres en un temps record. Il oublie de préciser que cet « exploit » ne s'explique que par des investissements gigantesques, qui témoignent qu'Amaury avait la puissance financière d'éviter le conflit et qu'il a choisi l'épreuve de force avec le livre CGT pour se débarrasser de travailleurs combattifs, qu'il ne pouvait pas exploiter à son gré.

On a les alliés qu'on mérite

Dans cette épreuve de force, Amaury a pu compter sur les alliés les plus divers : FO, nous l'avons vu, mais aussi les flics, les juges et les chiens. Les flics à qui il a confié d'assurer l'escorte du Parisien Libéré, les juges qui ont ordonné l'expulsion des travailleurs de la rue d'Enghien, les chiens sous la protection desquels s'assurait le tirage du Parisien à St Ouen.

Ces alliés, Amaury les revendique hautement. Ne prouvent-ils pas qu'il avait pour lui la loi et l'ordre ?

Un pas en avant dans la lutte : les Parisien Libéré Spécial Grève.

Néanmoins, il n'était pas encore au bout de ses peines. Les travailleurs du Parisien Libéré ayant sorti en octobre 75, 1 300 000 exemplaires d'un journal-tract, pour défendre leur lutte, l'auteur du Livre Blanc nous raconte sans rire et sans honte que pendant plusieurs jours, leur « Parisien Libéré » à eux, était agrémenté d'un bandeau en couverture : « Voici votre vrai Parisien Libéré ».

Croyait-il vraiment qu'on s'y serait trompé ?

Concernant le second numéro du « Parisien Libéré Spécial-Grève », Amaury distille habilement son venin dans le Livre Blanc. En effet, cherchant à diviser, il cite « Le Quotidien du Peuple » du 6 décembre 75 qui dénonce « La FFTL (qui) a offert au PCF une tribune privilégiée per-



Les grévistes du « Parisien » occupent toujours la rue d'Enghien. Amaury publie cette photo en la légendant avec mépris : « Du spectacle ! »

mettant de dire que seule avec le torchon d'Amaury, l'Huma ait la parole parmi la presse quotidienne un jour de grève ! », puis cite Rouge du 12 décembre 75 : « Est-ce contribuer à l'unité et au renforcement du mouvement de solidarité autour du Parisien Libéré que d'y accorder plus de la moitié de la surface à des articles signés par des rédacteurs de l'Humanité — et non des moindres — et à pas moins de quatre prises de position du PCF en tant que tel ? ».

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ici, le coup d'Amaury porte à faux. En effet, la critique que porte là Rouge au numéro-tract en question du Parisien Libéré ayant du strict point de vue des intérêts de la lutte des travailleurs du Parisien Libéré qui ici sont bradés au profit d'une attitude sectaire du PCF. Cela ne peut en aucun cas être interprété comme une critique du fait que les travailleurs du Parisien Libéré ait sorti un journal tract pour populariser leur lutte, ce que nous avons au contraire toujours présenté comme un pas en avant. La suite de ce Livre Blanc est à l'avenant : calomnies, mesquineries, mégalomanie d'Amaury... Bref, une entreprise de justification qui a peu de chance de convaincre qui que ce soit, mais qui aura coûté des millions.

Joëlle Celerier



Quand un patron de choc (à gauche) et son bras droit sont décorés de la Légion d'honneur...